

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/2017-19

Violence et non-violence à Madagascar : réflexion sur les formes de régulation sociale.

Mireille RAZAFINDRAKOTO

François ROUBAUD

Jean-Michel WACHSBERGER

UMR DIAL 225

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 • Paris • Tél. (33) 01 44 05 45 42 • Fax (33) 01 44 05 45 45
• 4, rue d'Enghien • 75010 Paris • Tél. (33) 01 53 24 14 50 • Fax (33) 01 53 24 14 51

E-mail : dial@dial.prd.fr • Site : www.dial.ird.fr

Violence et non-violence à Madagascar : réflexion sur les formes de régulation sociale.

Mireille Razafindrakoto IRD, UMR DIAL, 75010 Paris PSL, Université Paris-Dauphine, LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France razafindrakoto@dial.prd.fr	François Roubaud IRD, UMR DIAL, 75010 Paris PSL, Université Paris-Dauphine, LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France roubaud@dial.prd.fr
Jean-Michel Wachsberger CeRIES, Université de Lille IRD, UMR DIAL, 75010 Paris jwachsberger96@ensae.org	

Document de travail UMR DIAL

Décembre 2017

Résumé

Les pays ayant connu une régression continue de leur économie sur longue période sont toujours ceux qui ont souffert de cycles répétés alliant mauvaise gouvernance et violence. Or, depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais été durablement paralysée par des conflits armés internes et encore moins externes et l'île est (ou a été) souvent présentée comme un pays « paisible », peuplé de citoyens « pacifiques ». Cet article interroge la réalité de cette non-violence de la société malgache en mobilisant les données statistiques disponibles et en remontant dans le temps pour poser les jalons d'une histoire de la violence politique. Il propose alors des éléments d'interprétation à la fois sur la faible utilisation de la violence physique, tant par la population que par les élites, et sur l'augmentation du sentiment d'insécurité, bien supérieure à celle de la violence interpersonnelle. Si le degré limité de violence physique peut être la marque d'une forme de cohésion sociale, il découle aussi de la structuration de la société malgache. La faible organisation, tant du côté d'élites fragmentées que d'une population atomisée géographiquement et socialement, n'est pas propice à l'émergence de violences politiques. Mais c'est surtout la prégnance d'une violence symbolique systémique qui permet le maintien de l'ordre établi et freine l'émergence de mobilisations susceptibles de remettre en cause l'équilibre de la société. Faiblesse organisationnelle, normes sociales et violence symbolique se conjuguent pour une apparente paix sociale. Celle-ci reflète moins une solidité institutionnelle que la domination symbolique de la classe élitaine.

Mots clefs : Violence, Madagascar, Sentiment d'insécurité, Crise politique, Cohésion sociale, Violence symbolique, Elites

Abstract

Countries that have experienced a steady decline in their economy over the long term are most often those who have suffered repeated cycles of poor governance and violence. However, since independence, Madagascar has never been permanently paralyzed by internal armed conflicts and even less external and the island is (or has been) often presented as a "peaceful" country populated by "peaceful" citizens. This article questions the reality of this non-violence in Malagasy society by mobilizing the available statistical data and going back in time to lay the foundations of a history of political violence. He then proposes elements of interpretation both on the weak use of physical violence, both by the population and by the elites, and on the increase of the feeling of insecurity, far superior to the increase of interpersonal violence. While the limited degree of physical violence may be a mark of a form of social cohesion, it also stems from the structuring of Malagasy society. The weak organization, both on the part of fragmented elites and a geographically and socially atomized population, is not conducive to the emergence of political violence. But it is above all the preponderance of a systemic symbolic violence that allows the maintenance of the established order and hampers the emergence of mobilizations likely to call into question the balance of the society. Organizational weakness, social norms and symbolic violence combine for apparent social peace. This reflects less institutional solidity than the symbolic domination of the elite class.

Keywords: Violence, Madagascar, Insecurity feeling, Political Crisis, Social Cohesion, Symbolic Violence, Elite

JEL Code : N17 N47 O10 P48 Z1

Introduction

L'analyse de la trajectoire de Madagascar nous a conduits dans un précédent travail à lui attribuer la dénomination d'« Ile mystérieuse » (Razafindrakoto *et alii*, 2015). Madagascar semble inexorablement entraînée dans une récession économique continue depuis cinq décennies (l'énigme). Et à chaque fois que la tendance s'inverse avec l'amorce d'un cycle de croissance, celle-ci est interrompue par une crise socio-politique (le paradoxe ; pour une présentation générale, voir Razafindrakoto *et alii*, 2017). Les pays ayant connu une régression continue de leur économie sur longue période sont ceux qui ont souffert de cycles répétés alliant mauvaise gouvernance et violence (Collier, 2007 ; Banque mondiale, 2011). Or, depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais été durablement paralysée par des conflits armés internes et encore moins externes et l'Ile est (ou a été) souvent présentée comme un pays « paisible », peuplé de citoyens « pacifiques » (Ottino, 1998) ; même si un certain nombre d'auteurs nuancent cette affirmation selon laquelle les sociétés malgaches sont non-violentes (Dez, 1981 ; Beaujard, 1995 ; Alexandre, 2007 ; Galibert, 2009).

Ce pays se caractérise-t-il effectivement par un niveau limité de violence ? Si c'est le cas, pourquoi cette capacité collective de contrôle de la violence n'a-t-elle pas favorisé l'émergence d'organisations ou d'institutions économiques et politiques solides pour un objectif commun de développement (North *et alii*, 2009) ? Comment également concilier les qualificatifs de « pacifique » et « paisible » attribués à l'Ile avec le climat de peur, de méfiance couplés à un sentiment généralisé d'insécurité ? Aujourd'hui, au dire des journaux et au vu des messages d'alerte lancés par des associations de la société civile, l'insécurité semble avoir atteint un niveau paroxysmique, au point que la question sécuritaire semble avoir pris le pas sur toutes les autres problématiques. Fin décembre 2017, à l'heure de finaliser cet article, le Premier ministre, Olivier Mahafaly, déclare sur RFI (29 décembre 2017) : « *En 2018, c'est 30 % du budget de l'Etat qui sera alloué à la lutte contre l'insécurité* ». Néanmoins, il faut croire que cette annonce, pourtant tout à fait irréaliste, n'a pas suffi à calmer les esprits. Ainsi, le 19 janvier 2018, le *Groupement des Entreprises de Madagascar* et 25 organisations patronales diffusent un communiqué de presse alarmiste intitulé « *Halte à la violence quotidienne ! Halte au développement de l'industrie du kidnapping ! Halte à l'insécurité généralisée !* » (GEM *et alii*, 2018).

Les deux questions de ce double paradoxe, *a priori* déconnectées l'une de l'autre, procèdent en fait du même mécanisme. Notre hypothèse est que la violence physique a été limitée, voire réprimée, au prix d'une violence symbolique structurelle conduisant les « dominés » à accepter l'ordre établi. Mais l'accroissement des inégalités criantes, inhérentes au système et la dégradation continue des conditions de vie, rend de plus en plus visible le caractère fallacieux du discours faisant primer la paix sociale autour du *fihavanana*¹.

Pour mettre cette hypothèse à l'épreuve, nous présentons dans la première partie de cet article, les données disponibles sur l'usage, le contrôle et l'intensité de la violence aujourd'hui à Madagascar. La deuxième partie remonte dans le temps pour poser les jalons d'une histoire de la violence politique. Enfin dans la dernière partie, nous proposons des éléments d'interprétation articulés à la fois sur la

¹ Le *fihavanana* est une valeur essentielle de la société malgache inscrite depuis 1992 dans le préambule de la constitution de la troisième république. Ce terme, réputé intraduisible, est souvent décrit comme une manière traditionnelle de vivre les relations interindividuelles, faite de fraternité, de respect mutuel, de recherche de consensus, de cordialité (voir plus loin dans ce texte).

faible utilisation de la violence physique, tant par la population que par les élites, et sur l'augmentation du sentiment d'insécurité.

I.- Violence, instabilité et insécurité : constat du double paradoxe

De manière générale, l'Île se caractérise par un faible niveau de violence. Selon le *Global Peace Index (GPI) 2017*, le classement (dans l'ordre croissant en termes de violence) situe Madagascar à la 44^{ème} position sur 163 pays dans le monde et à la 6^{ème} place sur 44 pays d'Afrique subsaharienne (Institute for Economics and Peace, 2017), soit une légère dégradation par rapport à 2016 (38^{ème} et 3^{ème} positions respectivement). Le même rapport estime le coût économique de « la violence » à 2,9% du PIB, soit le 10^{ème} pays au monde où cette part est la plus faible. Mieux encore, avec 44 dollars par personne (en parité de pouvoir d'achat), Madagascar se situe en 2^{ème} position (juste derrière le Malawi ; 34 dollars). Ces chiffres tendent à témoigner d'un climat relativement paisible dans l'Île. Néanmoins ces résultats peuvent être trompeurs. D'une part, les données sont loin d'être toutes fiables. D'autre part, le GPI est un score synthétique, qui combine pas moins de 23 indicateurs de base (quantitatifs et subjectifs) dans des champs les plus divers (allant du nombre d'homicides aux dépenses militaires, en passant par les conflits internes et externes, l'impact du terrorisme ou le nombre de réfugiés), finalement peu informatif sur les différentes formes de la violence, un phénomène particulièrement complexe à saisir (voir Encadré ci-dessous).

La question de la violence à Madagascar révèle un double paradoxe. D'une part, ce pays se singularise par un mode d'organisation collective capable de juguler la violence, tout en montrant une grande fragilité institutionnelle qui se traduit par des crises socio-politiques récurrentes. D'autre part, si Madagascar se caractérise effectivement par un faible niveau de violence, on s'explique mal le sentiment de peur, de méfiance et le climat d'insécurité massivement dénoncés par ses habitants. C'est ce double paradoxe que nous chercherons à documenter, puis à analyser, en distinguant successivement la violence politique et la violence criminelle, même si la frontière entre les deux n'est pas toujours aisée à établir.

IA - Contrôle de la violence organisée et instabilité politique chronique

Madagascar se caractérise par une instabilité politique non seulement chronique si on se réfère à la multiplicité des crises depuis l'indépendance mais encore grandissante si on prend en compte leur fréquence. Cette instabilité se combine pourtant avec une autre caractéristique de la Grande Île, plus rarement évoquée : les crises politiques et les changements à la tête de l'État qu'elles entraînent souvent se sont déroulés jusqu'à présent avec un recours à la violence physique très limité.

Jusqu'à récemment, on manquait cruellement de données statistiques comparatives sur les violences politiques dans une perspective de long-terme. Au cours des dernières années, un certain nombre d'initiatives internationales de recherche se sont employées à combler cette lacune. C'est notamment le cas du projet ACLED (*Armed Conflict Location and Event Data Project*) que nous mobilisons ici. Ce dernier recense et documente, en dépouillant l'ensemble des sources existantes, en particulier la presse locale, tous les actes de violence politique (depuis les manifestations de rue jusqu'aux assassinats)¹. Le projet couvre l'ensemble des pays africains (et quelques pays d'Asie), pour lesquels on dispose de séries temporelles remontant jusqu'en 1997. Il s'agit a priori d'une des sources les plus

¹ Pour plus d'information, voir : <https://www.acleddata.com/about-acled/>.

fiables et les plus complètes. Même si les données restent par essence imparfaites, les tendances qu'elles dessinent ne sauraient être questionnées.

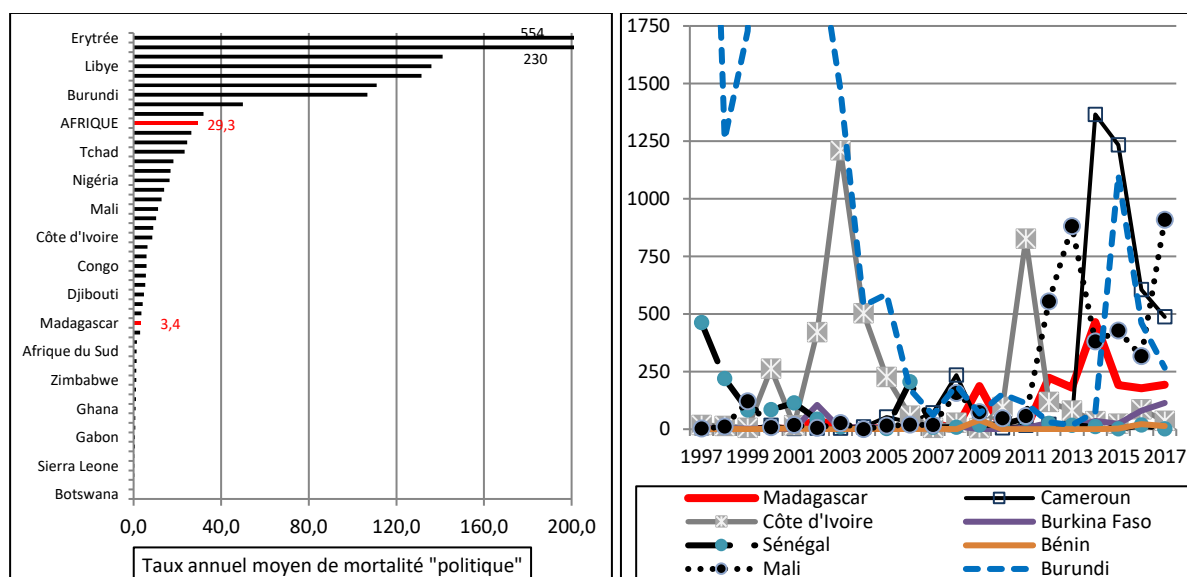
Apprécié à l'aune du nombre de décès, Madagascar apparaît comme un pays où la mortalité liée à des causes politiques est plutôt de basse intensité. Le graphique 1 illustre sans ambiguïté ce diagnostic. Entre 1997 et 2017, 1 700 personnes sont décédées pour raison politique, soit une moyenne de 85 par an sur 20 ans. Loin d'être négligeables, ces chiffres sont très inférieurs à ceux observés dans les pays les plus « mortifères ». Si on calcule le taux de mortalité moyen (qui rapporte le nombre cumulé de décès annuels à la population du pays), le ratio est 3,4 pour 1 million d'habitants. Ce ratio est supérieur à 100 au Burundi, au Soudan, en Centrafrique, en Lybie ou en Somalie, atteignant même jusqu'à 230 en Angola et 554 en Érythrée. On meurt en moyenne 9 fois plus sur l'ensemble du continent qu'à Madagascar. 18 pays apparaissent néanmoins moins violents sur ce front (sur les 48 pour lesquels on dispose de données).

Graphique 1

Nombre de morts liés aux violences politiques à Madagascar et en Afrique

Ratio moyen de mortalité politique (1997-2017)

Nombre de morts « politiques » 1997-2017



Source : ACLED (2017) ; calculs des auteurs.

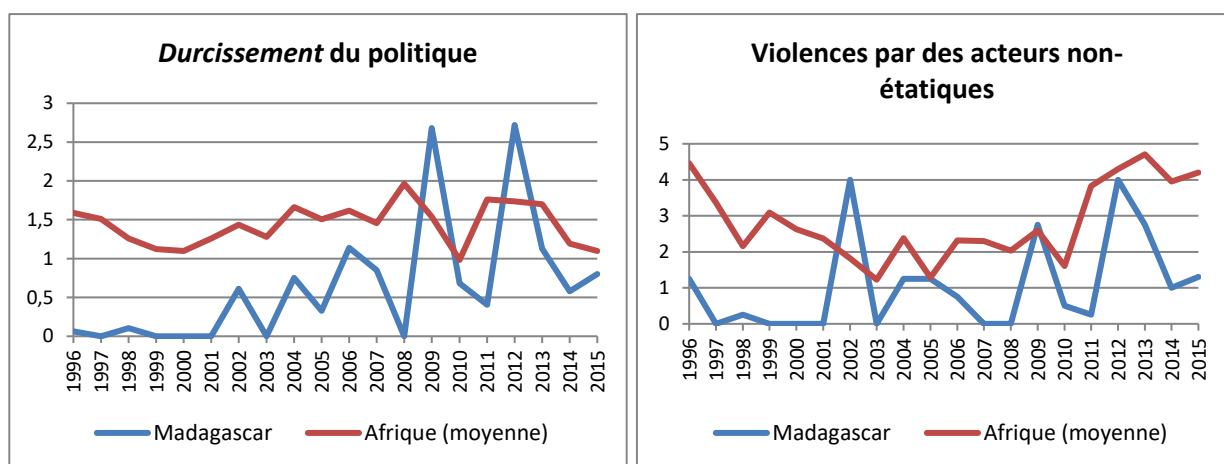
Note : les données pour 2017 courent jusqu'au 2 décembre, les derniers jours de l'année n'étant pas encore disponibles. Le taux de mortalité annuel moyen rapporte le nombre total de décès sur 20 ans à la population en 2016 * 20 (en millions d'habitants). Une mesure plus précise devrait sommer la population chaque année. L'indicateur est donc supérieur à la réalité, mais il donne une image acceptable du classement des pays (aux variations de croissance démographique entre pays près).

Si l'on regarde plus finement la dynamique dans le temps sur deux décennies, le rythme de la mortalité politique est très directement associé au cycle des crises politiques. Quasi nul en période « normale » (fin des années 1990 et milieu des années 2000, sous les mandats de D. Ratsiraka et M. Ravalomanana), les morts se multiplient au moment des crises politiques (2002 et 2009). On notera de ce point de vue que la première a été infiniment moins sanglante que la seconde (40 morts contre 187). Ce point ne cesse d'inquiéter car il n'est pas ponctuel. Après deux années d'accalmie (2010 et 2011), la mortalité politique repart ensuite à la hausse (avec un pic de 465 victimes en 2014). On notera que la « fin de la crise », officiellement prononcée avec la tenue des élections présidentielles fin 2013, ne s'est pas traduite par un retour à une mortalité d'étiage, comme dans les périodes précédentes. Avec près de 200 morts par an au cours des trois dernières années, il est possible que Madagascar soit entrée dans

un nouveau régime, plus violent, en lien direct avec la déliquescence de l'État. C'est en tout cas un scénario qu'il convient d'envisager sérieusement (Razafindrakoto *et alii*, 2017). Quoi qu'il en soit, sur longue période et encore aujourd'hui, Madagascar reste un pays où la mortalité d'ordre politique reste contenue, et les crises récurrentes que la Grande Île traverse n'ont pas encore à ce jour donné lieu aux explosions dévastatrices enregistrées dans d'autres pays (par exemple au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Burundi ou au Mali, pour ne citer que les quelques pays pris comme points de comparaisons dans le graphique 1).

Mais la mortalité n'est qu'une des manifestations des violences politiques, qui peuvent prendre bien d'autres formes, moins extrêmes. Contrairement à ce qui peut s'observer dans bien d'autres pays du continent africain, les conflits se sont traduits par un nombre relativement faible d'atteintes corporelles, qu'il s'agisse de privation de liberté, de blessures ou de décès, et n'ont été précédés, accompagnés et/ou suivis que par un « durcissement » politique limité (Graphique 2). Ces graphiques sont obtenus à partir des données enregistrées par la BAfD, l'OCDE et le PNUD depuis 1996. Le premier est un indicateur calculé à partir du nombre de morts et de blessés lors de troubles et violences collectives. Le deuxième est un indicateur synthétique rendant compte de la déclaration d'état d'urgence, des arrestations et incarcérations politiques, des moyens supplémentaires pour la police et du durcissement du climat politique (expulsion, limogeage, couvre-feu, dissolution de partis)¹. Comme ailleurs en Afrique, les conflits semblent certes être une forme d'activité politique « normale ». En revanche, en dépit d'évolutions alarmistes récentes (Pellerin, 2014 et 2017), l'allégeance à l'État s'est quasiment toujours imposée sur le territoire. L'usage de la violence est essentiellement resté une prérogative de l'État, et cet usage n'a quasiment jamais été privatisé par l'armée ou d'autres groupes informels d'ampleur significative et durable. Quant aux changements politiques, ils se sont toujours parés d'une forme legaliste, même lorsqu'ils sont survenus avant le terme initialement attendu.

Graphique 2
Évolution des violences politiques de 1996 à 2015



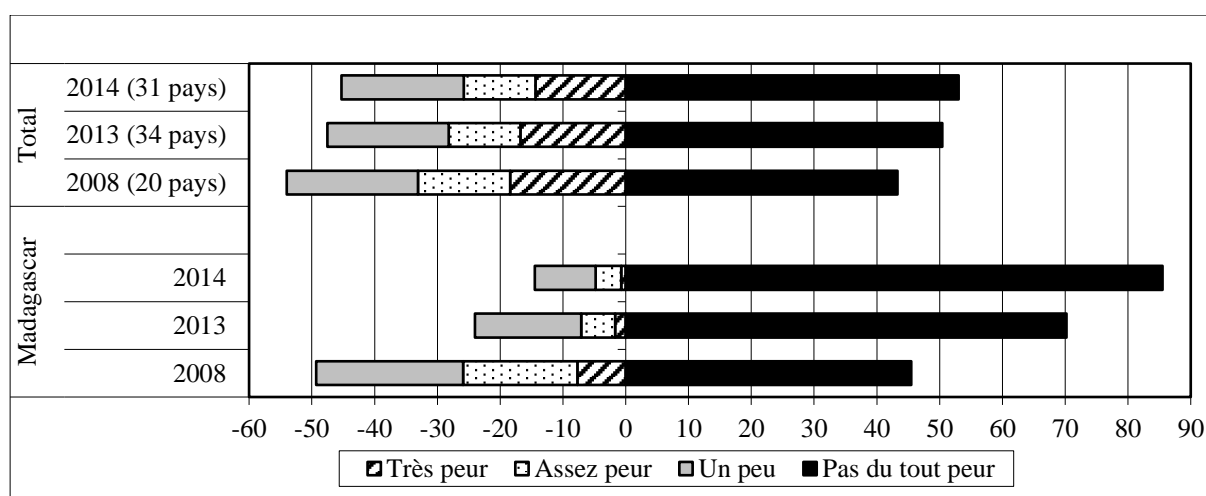
Source : BAfD *et alii* (2016) ; calculs des auteurs.

Les données des enquêtes *Afrobaromètre* viennent confirmer le faible recours à la violence en politique (Graphique 3). Par exemple, comparés aux citoyens d'autres pays africains, les Malgaches se sentent faiblement menacés par les intimidations lors des campagnes électorales. En 2014, l'immense

¹ Pour plus d'information voir : www.africaneconomicoutlook.org

majorité (86%) déclare ne ressentir aucune inquiétude en termes de violence politique durant les périodes électorales. L'État malgache montre ainsi un profil paradoxal : fragile si on se réfère à l'instabilité des gouvernements qui le représentent mais solide si on prend en compte sa capacité à contenir l'usage de la violence en politique. Il cadre ainsi mal avec l'analyse que font North et ses coauteurs (2009 et 2012) des « Etats naturels fragiles ». Ces derniers sont en effet décrits comme incapables de contrôler la violence : l'équilibre est toujours précaire, la possibilité d'endiguer la violence dépendant de l'aptitude de la coalition élitaire dominante à établir des compromis rentables entre les groupes les plus puissants et à développer des réseaux clientélistes.

Graphique 3
Peur d'intimidations ou de violence politique lors des campagnes électorales 2008-2014



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

Pour approfondir ces premiers constats, il est nécessaire cependant de ne pas s'en tenir aux manifestations les plus évidentes de violence politique et de prendre en compte d'autres formes de violence qui peuvent y être liées (voir Encadré). En effet, la violence peut être réprimée ou contenue dans un espace donné au prix de fortes pressions constituant une forme de violence symbolique (Dez, 1981). Par ailleurs, en suivant les analyses de Hobsbawm (1966) sur l'Europe moderne, certaines mobilisations collectives comme les émeutes anti-Merina dans les villes de province de la fin 1972 ou les opérations anti-Karana (OPK) de 1987 pourraient par exemple constituer des formes de violence politique. De même, les actions violentes de grande ampleur comme les razzias récentes sur les bœufs, opérées par des bandes armées, pourraient aussi constituer ce que Wieviorka (1998) a nommé une forme infrapolitique de violence¹. Si ces violences privatisées ne visent pas « *le pouvoir d'État pour y accéder, ou [...] tenter de pénétrer au sein d'un système politique* », elles entendent bien néanmoins « *tenir l'État à distance pour se livrer à des activités économiques* ». En ce sens, elles constituent une remise en cause sérieuse de l'ordre politique.

¹ Il est plus difficile en revanche de considérer comme violence politique le massacre des Comoriens à Mahajanga en 1976 (qui ont fait officiellement plus de 1 000 morts) du fait que les Comoriens de Madagascar n'ont jamais véritablement constitué une force politique. Voir sur cet événement Celton (2007).

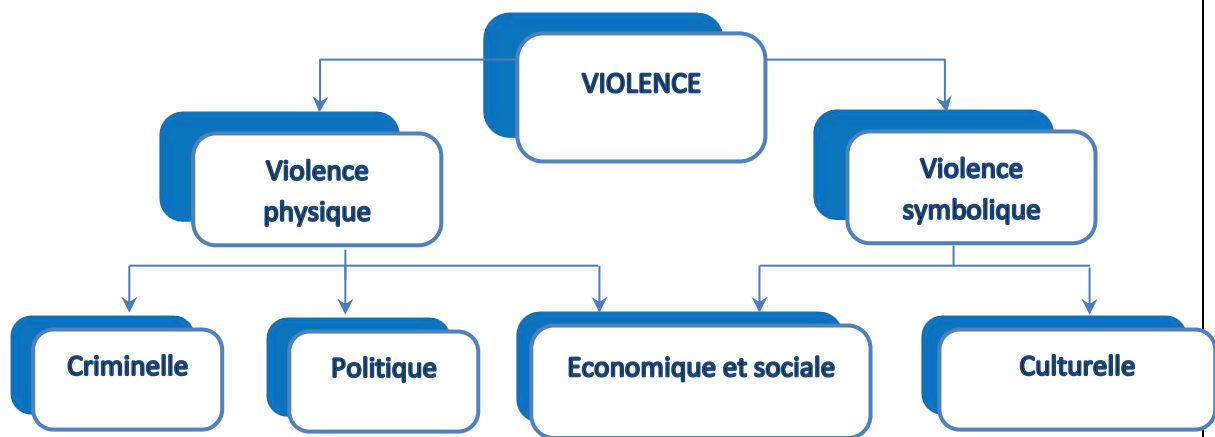
Les formes de la violence : biens, corps et âmes

Sachant que la violence est un concept assez large qui peut se présenter sous de multiples formes, nous proposons ici une typologie possible qui permet de cadrer l'analyse. Nous distinguons principalement la violence physique et la violence symbolique. En effet, la violence est comprise en générale comme l'utilisation de la force physique pour contraindre, dominer ou causer des dommages. Ce sens commun de la violence tend cependant à oublier l'existence d'une violence symbolique, plus occulte mais tout aussi efficace. Cette dernière, théorisée par Bourdieu et Passeron (1970) dans leur analyse de la reproduction sociale, permet en effet la soumission des « dominés » sans qu'il y ait besoin de recourir à la force.

La violence physique peut être criminelle ou politique. La seconde se distingue de la première par l'objectif politique qui est poursuivi et qui est revendiqué pour légitimer l'acte (révolution, insurrection, résistance à une oppression, etc.). Celle-ci peut être infra-politique (souterraine, discrète, mobilisant des moyens ou modes d'expression non conventionnels) ou organisée (menées par les acteurs ou organisations intervenant habituellement dans le champ politique). La violence criminelle peut résulter de causes sociales ou économiques. Dans ce sens, elle peut servir d'exutoire à des tensions, des mécontentements mais elle n'est pas directement associée à une revendication ou objectif politique.

La violence symbolique se traduit par une domination d'un groupe social sur un autre, sans forme apparente de pression ou de coercition physique. Les dominés ne peuvent s'en extraire, voire n'en ont pas conscience et/ou participent au maintien de l'ordre existant en reconnaissant plus ou moins implicitement la légitimité de la domination (Bourdieu, 1989). Mais sans forcément impliquer une méconnaissance du caractère arbitraire de la relation de domination, la violence symbolique peut se caractériser par son caractère invisible et par l'impuissance des victimes à y remédier, en particulier quand elle est institutionnelle ou structurelle. La violence symbolique s'impose à travers différents modes de domination, en particulier par l'internalisation de normes culturelles.

Enfin, il est une forme de violence dont les manifestations sont soit physiques soit symboliques et qui peuvent se combiner, à savoir la violence économique et sociale. Ainsi, la pauvreté extrême est une source de souffrances (privations, maladies, etc.) souvent mortelles (réduction de l'espérance de vie) : c'est clairement une violence physique. Mais la violence économique et sociale se décline aussi en termes symboliques. Le mépris des classes sociales dominées, leur stigmatisation par les élites, les inégalités abyssales de revenu ou de patrimoine, en constituent les exemples les plus courants). Pour complexifier l'ensemble, la violence économique et sociale est une cause importante de la violence criminelle ou politique. Si le présent travail ne traite pas en détail de cette forme de violence, elle est omniprésente au fil des chapitres de cet ouvrage, Madagascar se caractérisant justement par une violence socio-économique à bien des titres exceptionnelle.



Source : élaboration des auteurs.

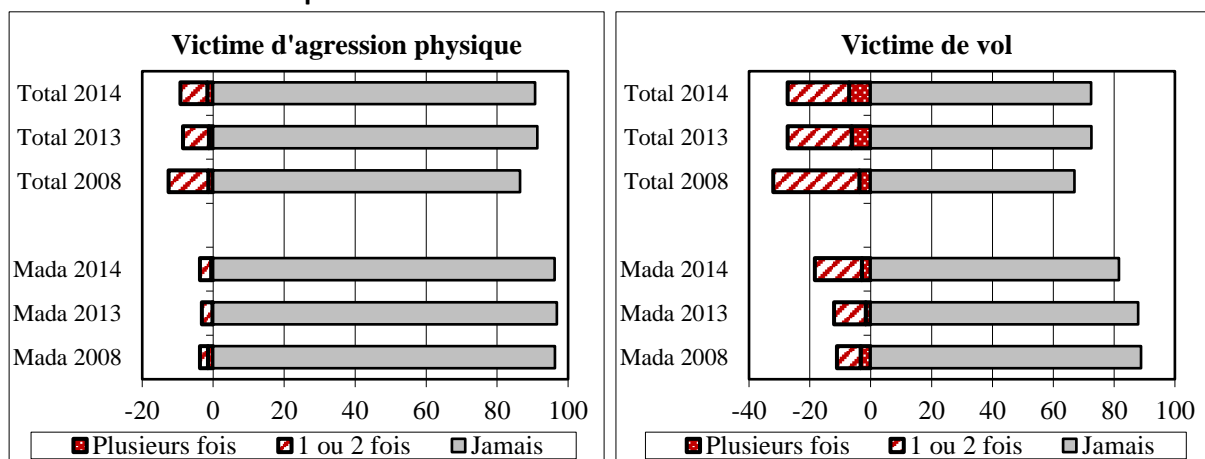
IB – Violence criminelle limitée mais sentiment d’insécurité généralisé

La violence d’ordre criminel aussi revêt différentes modalités. Un premier indicateur classique, le taux d’homicide, apporte une vision moins optimiste de la situation de Madagascar. Les taux d’homicide compilés pour l’année 2012 par l’UNODC, l’organisme des Nations Unies en charge de suivre les questions de criminalité et de drogue, placent Madagascar plutôt dans la fourchette haute parmi les pays africains (UNODC, 2014). Ainsi, le taux d’homicide était estimé à 11 pour cent mille habitants. 16 pays enregistraient des taux supérieurs, mais 31 affichaient des taux inférieurs. Il convient néanmoins de prendre ces informations avec la plus grande précaution, tant les données sont parcellaires et sujettes à caution, faute de sources réellement crédibles¹.

À nouveau, les enquêtes *Afrobaromètre* menées auprès de la population, qui interrogent sur les expériences vécues, apportent des informations beaucoup plus précises et fiables. Si elles fournissent une batterie d’indicateurs objectifs d’atteintes aux biens et aux personnes, elles présentent néanmoins une lacune importante : les enquêtes, en s’adressant aux vivants, ne permettent pas de quantifier les homicides (les morts ne parlent pas). Et là, le diagnostic est plus positif : à l’instar de la mortalité « politique », la violence criminelle reste d’ampleur limitée, notamment en comparaison d’autres pays. En 2014-2015², sur 25 pays d’Afrique, Madagascar se place en 7^{ème} position selon un classement croissant du taux de victime d’agressions physique ou de vol à domicile. À titre d’illustration, 18% de Malgaches déclarent avoir été victimes de vol à domicile au cours des 12 mois précédant l’enquête (Graphique 4) alors que le pourcentage est de 27% en moyenne pour les 25 pays considérés (avec des taux atteignant 44% au Cameroun). De même, moins de 4% des Malgaches se plaignent d’avoir été agressés physiquement au cours des derniers 12 mois, alors que le taux moyen est de 9% pour les 25 pays (avec un taux de 16% en Namibie et 19% au Nigeria). Ces comparaisons montrent que la violence physique est de faible intensité en regard de ce que vit la majeure partie des habitants des pays africains.

Graphique 4

Évolution des expériences vécues en matière de violences et d’insécurité 2008-2014



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

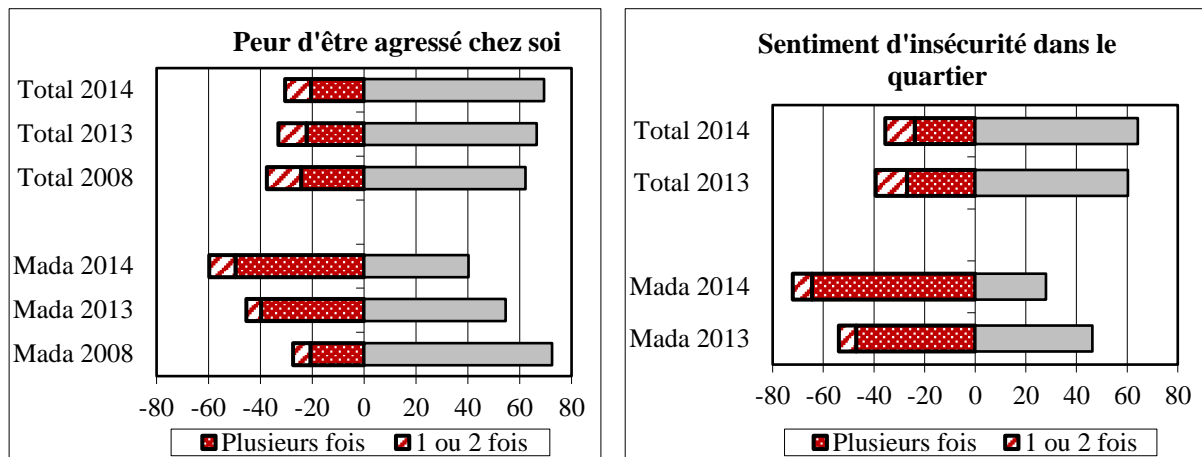
Note : la ligne « Total » donne la moyenne pour l’ensemble des pays où l’enquête *Afrobaromètre* a été menée.

¹ Dans le cas de Madagascar, comme dans la plupart des pays africains, où le système d’enregistrement des homicides est défaillant, les données sont estimées par l’OMS (2014) à partir de modèles statistiques et non de mesures directes.

² L’analyse des données des précédentes vagues des enquêtes *Afrobaromètre* mène à des résultats similaires.

Les mêmes enquêtes révèlent toutefois chez les Malgaches un fort sentiment d'insécurité. Alors même que le pourcentage de victimes d'agressions ou de vol est - en dépit de son augmentation depuis 2009 pour les vols - plus faible que dans la majeure partie des pays africains, la perception du risque et la peur de l'agression sont bien plus importantes (Graphique 5). Parmi l'ensemble des pays africains interrogés lors des enquêtes *Afrobaromètre*, Madagascar est celui où la peur d'être agressé chez soi et/ou dans le quartier est la plus forte.

Graphique 5
Évolution du sentiment perçu d'insécurité 2008-2014



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

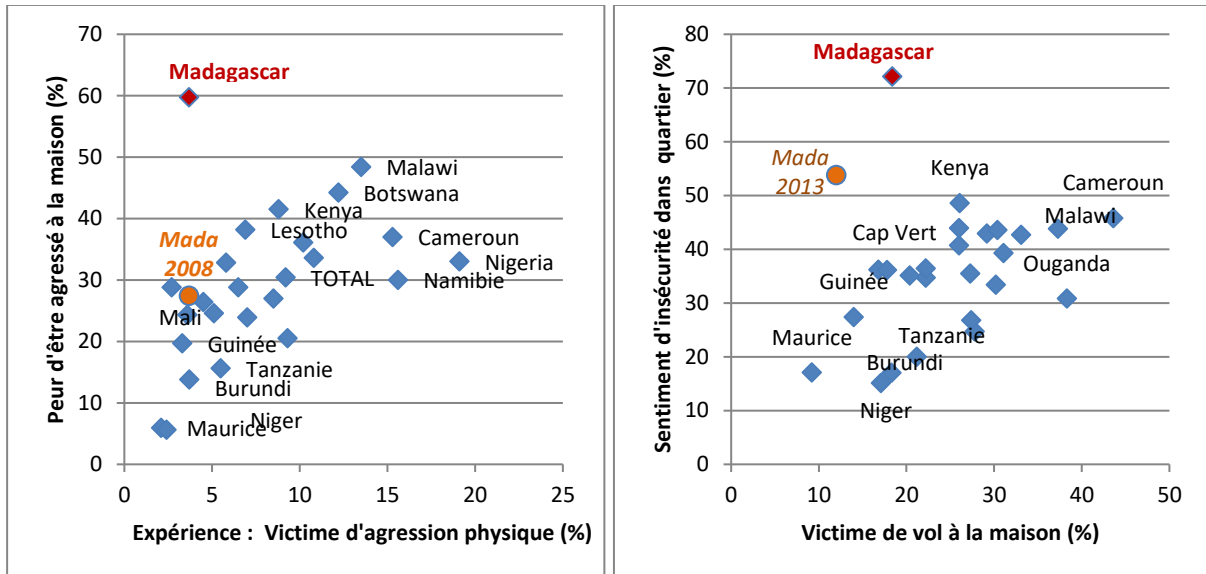
Les expériences vécues et les perceptions sont corrélées sauf à Madagascar. L'île apparaît comme un point aberrant qui se démarquant totalement de l'ensemble des pays considérés (Graphique 6). Deux faits sont à souligner : la perception du niveau d'insécurité y est anormalement élevée dans l'absolu, et encore plus compte tenu du nombre relativement limité de victimes d'agression ou de vol ; en dynamique, si on observe une augmentation du nombre de vol à domicile (de 12% en 2013 à 18% de victimes en 2014), celle-ci s'accompagne d'une montée démesurée du sentiment d'insécurité (le pourcentage de ceux qui s'en plaignent passe de 54% en 2013 à 72% en 2014). Ce phénomène de psychose est encore plus patent en matière d'atteinte aux personnes : alors que le taux d'agression physique n'a pas bougé depuis 2008, dans le même temps, la peur d'être agressé chez soi a plus que doublé (de 27% à 60%).

Pour systématiser l'analyse, nous avons calculé des « élasticités » rapportant la dynamique des perceptions à celle des expériences, c'est-à-dire de combien augmente (ou baisse) le sentiment d'insécurité pour 1% d'augmentation (resp. de baisse) du taux de victimisation. Évidemment, le sentiment d'insécurité dépend de beaucoup d'autres facteurs que l'évolution de la criminalité réelle. Mais cet exercice donne une idée de la relation entre les deux phénomènes et le résultat est particulièrement éloquent pour Madagascar. Que ce soit en matière d'agressions physiques ou d'atteintes aux biens, Madagascar est le pays où l'élasticité est la plus forte (parmi les 18 pays africains ou les données *Afrobaromètre* sont disponibles entre les vagues d'enquêtes 4 et 6, ce qui correspond aux années 2008 et 2014 pour la Grande Île). Il existe donc bien, et de manière structurelle, une dynamique spécifique de la peur des violences physiques sous toutes leurs formes à Madagascar. Il conviendrait d'explorer plus avant les raisons de cette « sur-réaction ». De nombreux stimuli sont

susceptibles de l'activer, mais on peut affirmer que « le tabou de la violence » développé dans la suite de ce chapitre est au cœur du processus.

Graphique 6

Expérience versus perception de l'insécurité à Madagascar et en Afrique, 2008-2014



Sources : Enquêtes *Afrobaromètre*, 2014-2015 ; Pour Madagascar, Coef Ressources/Dial, 2008, 2013, 2014 ; calcul des auteurs.

Clé de lecture : les losanges sont les données de 2014. Le point rond indique la position de Madagascar en 2008 pour le graphique de gauche et en 2013 pour le graphique de droite.

Les résultats de l'enquête *GSP-SHaSA* de 2015 viennent conforter le diagnostic établi avec les enquêtes *Afrobaromètre* (pour une présentation de ce programme d'enquêtes harmonisées sur la gouvernance, la paix et la sécurité au niveau du continent africain, voir Razafindrakoto et Roubaud, 2015). L'enquête *GSP-SHaSA* confirme d'une part que le taux de victimisation (effractions à domicile, vols et agressions physiques) est l'un des plus faibles de la dizaine de pays où l'enquête a été conduite, et d'autre part que le sentiment d'insécurité y est le plus élevé. De plus, l'enquête apporte deux éléments nouveaux à souligner. Madagascar est le pays où le niveau de bonheur est au plus bas, un résultat à mettre en regard avec ce sentiment d'insécurité particulièrement élevé. Par ailleurs, la taille de l'échantillon permet de désagréger les résultats par province, ce que n'autorisent pas les enquêtes *Afrobaromètre* (7 500 personnes vs. environ 1 000 respectivement ; INSTAT et DIAL, 2016). Le graphique 7 qui met en regard la carte de la criminalité réelle et la perception de l'insécurité montre clairement que le lien entre les deux phénomènes est faible (bien que positif, avec un coefficient de corrélation de +0,34). Par ailleurs, aucun facteur simple ne semble être à même de fournir une explication de la géographie de la violence, dans ses deux dimensions (vécue et ressentie), et encore moins de la relation entre les deux. En particulier, il apparaît que contrairement aux idées reçues, notamment celle d'un sud de l'île mis à feu et à sang par les bandes de *Dahalo* criminalisés (Razafindrakoto et alii, 2018), cette région n'est pas la plus touchée, ni dans les corps, ni dans les têtes, par la violence. Plus largement, le sentiment d'insécurité est bien plus répandu dans les villes que dans les zones rurales (resp. 63% vs. 48%).

l'histoire de Madagascar. Nous avons également fait l'hypothèse que deux formes de violence coexistent : la violence physique et la violence symbolique, la première se développant à mesure que la seconde s'affaiblit et réciproquement. S'essayer à une histoire de la violence impose de rendre compte de ces deux dimensions. Notre objectif n'est toutefois pas ici de faire œuvre d'historien mais de proposer une lecture stylisée de l'histoire, reposant sur une utilisation secondaire de travaux historiques déjà existants. Nous déclinons cette lecture en distinguant deux grandes périodes : avant et après l'indépendance.

IIA - Avant l'indépendance

Pour instaurer la paix durant la période précoloniale le pouvoir a su combiner la coercition et une violence symbolique masquée sous forme d'un ordre établi hérité du divin. Un contrat social s'établit : la subordination à une autorité supérieure contre la garantie de protection pour les dominés. Le système se met en place en s'appuyant à la fois sur les structures hiérarchiques traditionnelles (le pouvoir sacré, les groupes statutaires, les groupes de parenté) et les structures étatiques (armée, administration).

L'État merina

La construction de l'État merina à la fin du XVIII^{ème} siècle est un élément essentiel de la réduction de la violence collective. Dans un mouvement similaire à celui décrit comme conforme à « la loi du monopole » par N. Elias (1975) en Europe, les différents royaumes auparavant en conflits les uns avec les autres finirent par être unis sous la domination d'un seul souverain, favorisant ainsi une relative « pacification des mœurs » en Imerina. Ce fut tout particulièrement l'œuvre d'Andrianampoinimerina à la fin XVIII^{ème} (1787-1809) dont les réformes fixèrent les bases d'une véritable institutionnalisation politique. Après avoir conquis par la force ou la diplomatie les autres royaumes de l'Imerina *enin-oko* (Imerina des six provinces), il stabilisa son empire¹ en nouant des alliances avec les royaumes voisins les plus puissants. Il s'assura également la loyauté des populations sous son contrôle, en mettant en place une véritable religion d'État basée sur la constitution d'un « panthéon national » (Raison-Jourde, 1991) de reliques/palladium (*sampy*) et le renforcement symbolique de l'image du souverain comme père et mère (*raiamandreny*) de son peuple. Il garantit une certaine protection à ses sujets contre la traite esclavagiste. En échange de cette dernière, les paysans devaient alors non seulement payer des taxes mais aussi fournir des prestations (*fanompoana*) de toute sorte au souverain et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau. L'œuvre d'Andrianampoinimerina fut prolongée après sa mort par ses successeurs qui instaurèrent une armée de métier, la nomination de gouverneurs civils et militaires dans les régions contrôlées et une administration bureaucratique. L'ordre politique qui assurait la stabilité de l'État ne reposait donc pas uniquement sur son pouvoir de contrainte. Il tenait aussi à un système symbolique dans lequel les monarques apparaissaient comme étant, en tant que descendants d'un ancêtre supérieur, détenteur du *hasina* royal (Bloch, 1983), c'est-à-dire de l'essence invisible du pouvoir et de la fertilité. C'est de cette capacité que les monarques, considérés par leurs sujets comme de quasi-dieux, tiraient leur légitimité politique, régulièrement réactivée lors de rites collectifs tels le rituel de la circoncision, la cérémonie du couronnement, celle du bain royal ou encore les funérailles

¹ Sur la discussion sur le terme d'empire appliqué au royaume Merina, voir Randrianja et Ellis, 2009, p.137-138.

royales. La hiérarchie sociale distinguait par ailleurs plusieurs groupes statutaires parfois appelés castes¹. Au sommet de cette hiérarchie se situaient les *Andriana* (nobles), parents du roi. En dessous se situent les *Hova* (roturiers), puis les *Mainty* (serviteurs royaux)² et, en bas, les esclaves (*Andevo*). Les rois n'exerçaient alors pas seulement une domination rituelle sur les populations mais également matérielle, en leur offrant une protection militaire en contrepartie de leur allégeance et de paiements en riz et autres biens, dont profitait aussi l'oligarchie hova. La grande majorité de la population des régions sous contrôle demeurait cependant non seulement exclue du partage des richesses mais encore, pour celle constituant les hommes libres³, soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou de celle du travail forcé (Condominas, 1961). Sous Radama 1^{er}, la corvée représentait par exemple quatre jours par semaine (Bloch, 1983, p. 273). Ceci explique la constitution, en périphérie des zones contrôlées, de groupes de bandits ou de communautés de « marrons » (*Marofotsy*) composés de déserteurs de l'armée ou du travail forcé et d'esclaves échappés (Randrianja et Ellis, 2009, p. 131).

Si, avec l'extension du royaume merina, le contrat social tend à primer sur la contrainte et si la violence symbolique tend à se substituer à la violence physique, cette dernière ne disparaît cependant pas totalement. Les conflits de succession sont en effet souvent sanglants (élimination des enfants d'Andrainampoinimerina concurrents de Radama I, assassinat des adversaires de Ranavalona I, assassinat de Radama II et extermination des *Menamaso*⁴, élimination des conjurés sous le règne de Rasoherina) et l'Etat use parfois de violence sur les populations (persécution des chrétiens par Ranavalona I, enrôlement et travail forcé).

La colonisation

La colonisation modifia la structure du pouvoir au sein de la société malgache sans pour autant transformer profondément son principe de fonctionnement : la domination d'un groupe qui se présente comme bienveillant et qui s'appuie sur des structures d'organisation étatique tout en jouant sur les divisions au sein de la société malgache. On verra que cette domination étrangère a donné lieu à de nombreux épisodes de violence : des conflits découlant de revendications nationalistes mais également en réaction à des pertes de privilège dû au bouleversement de l'ordre établi. La violence est malgré tout circonscrite.

¹ Le terme de caste appliqué à la société malgache a souvent été discuté. Condominas (1961) lui préfère par exemple le terme de pseudo-castes, Raison-Jourde (1991) celui de « groupes statutaires » que nous adoptons ici.

² *Mainty* signifie « noir ». La distinction sociale entre blancs (*fotsy*) et noirs (*mainty*) se retrouve sur tout le territoire malgache. Elle est décrite par exemple au milieu du XVII^{ème} siècle par Flacourt, représentant de la compagnie française de l'Orient à Fort Dauphin (Sud-Est de Madagascar), comme structurant les relations sociales des sociétés qu'il observe (Randrianja et Ellis, 2009). Les termes *fotsy* et *mainty* ne sont pas de pure dénominations symboliques mais renvoient aussi à des différences de couleur de peau et d'origine (australasienne versus africaine ; Cf. Razafindralambo, 2005a et 2005b ; Ramamonjisoa, 1984).

³ Entre 40 et 50 % de la population de l'Imerina aurait été des esclaves au XIX^{ème} siècle (Randrianja et Ellis, 2009).

⁴ Les *Menamaso* sont les roturiers qui constituaient la garde rapprochée de Radama II.

La colonisation mit fin à l'hégémonie politique *merina*, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites « côtières »¹ par la mise en œuvre de la « politique des races » et son système d'administration indirecte². L'esclavage fut interdit, un demi-million d'esclaves libérés et le « système des castes » aboli. Les *Andevo* furent amalgamés dans la catégorie *mainity*. Le général Gallieni instaura, à côté des impôts indirects, un impôt direct qu'il appelait l' « impôt moralisateur »³ du fait qu'il était censé, comme stimulant au travail, générer de nouveaux comportements. Il institua également le système des prestations⁴ qui donna suite en 1926 au SMOTIG (Service de la Main-d'Œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général)⁵. Enfin, il amorça une politique de scolarisation en vue de faciliter les relations des populations avec le nouveau *fanjakana*⁶ et de répondre aux besoins du pouvoir colonial.

Les principes d'organisation du système colonial portaient en germe les éléments propices à l'émergence de conflits politiques. L'interdiction de l'esclavage affectant le pouvoir économique et symbolique des membres des groupes statutaires les plus élevés⁷, la « politique des races », réduisant celui des grandes familles *merina*, la mainmise des grandes compagnies françaises sur les activités commerciales limitant leurs possibilités d'enrichissement sont autant d'éléments qui les poussaient à s'organiser politiquement. L'extension de la scolarisation faisait naître de nouvelles aspirations au sein des populations en bénéficiant. Enfin, l'impôt moralisateur, le système de prestation ainsi que le traitement différencié entre citoyen et sujet français, inscrit dans le code de l'indigénat, suscitaient des aigreurs, tant dans le monde urbain que dans le monde rural.

Le rejet colonial se traduisit dans les premières années par des insurrections parfois importantes mais localisées et désorganisées, comme celle des *Menalamba* de 1895 à 1898. Après la seconde guerre mondiale, qui vit le gouvernement colonial vichyste balayé par une expédition britannique, le mouvement nationaliste prit de l'ampleur en s'institutionnalisant. Le premier parti nationaliste indépendantiste, le MDRM (Mouvement De la Rénovation Malgache), fut organisé politiquement à Madagascar essentiellement par des membres de l'élite *merina* (Spacensky, 1967) mais s'assura cependant un large soutien dans le pays en incitant à la création de coopératives, censées permettre aux Malgaches de « s'en sortir avec leurs propres forces » (Lahiniriko, 2012, p.65). En réaction à la formation du MDRM et exprimant la peur que les grandes familles *merina* ne soient les principales

¹ Le terme « Côtier » est appliqué depuis la colonisation pour caractériser les membres des ethnies non originaires des hautes terres (*Merina* et *Betsileo*) quand bien même leur territoire, comme celui des *Bara*, n'aurait pas d'accès à la mer.

² Il s'agissait de « détruire l'hégémonie *hova* » (Le terme *hova* était utilisé par les français comme synonyme de *merina*), « la "race conquérante" » et d'éliminer « tous les relais de l'influence anglaise, supposée enracinée à Madagascar via la London Missionary Society ». Chaque "race" devait être « gouvernée par des notables indigènes choisis en son sein, et placés sous le contrôle de l'administration française » (Boetsch et Savarese, 2000, p. 249).

³ Dont le but était de susciter de nouveaux comportements. L'impôt direct était considéré par Gallieni comme un stimulant au travail.

⁴ 50 jours de travail par an étaient demandés à tout homme de 16 à 60 ans (Ralaimihoatra, vol.2, p.30)

⁵ « Impôt des bras » se substituant à l' « impôt du sang » selon l'administration, le SMOTIG affectait à un travail obligatoire de 3 ans la fraction du contingent indigène non retenue pour le service militaire obligatoire. (Ralaimihoatra, vol.2, p.47).

⁶ Terme malgache signifiant « pouvoir politique ».

⁷ Nosy Be, qui était territoire français depuis la première moitié du XIX^{ème} siècle, connu en 1849 une révolte sakalava antiabolitionniste (Sanchez, 2013).

gagnantes d'une indépendance immédiate (Randriamaro, 1997), se créa le Parti des Déshérités de Madagascar (PADESM), constitué d'une alliance de *Merina mainty*, (descendants de serviteurs royaux d'esclaves libérés) et de membre des élites « côtières ». Ce parti, sans véritable base populaire, reçut le soutien financier et politique du pouvoir colonial qui voyait dans le MDRM une tentative de restauration du « pouvoir *hova* ». C'est dans ce contexte politiquement tendu qu'éclata l'insurrection de 1947, « s'étendant sur une zone de 80 000 km², occupée par 1.000.000 d'habitants, soit près du tiers de la population de l'île » (Ralaimihoatra, 1967). Cette insurrection et la répression dont elle fut l'objet entraînaient un nombre de décès considérable : plus de 30 000 décès dont au moins 20 000 civils morts de malnutrition et de maladie du fait des déplacements liés au conflit¹ (Fremigacci, 1999) En dépit de sa répression, l'insurrection se poursuivit de façon désordonnée pendant 18 mois, signe de l'impopularité du régime colonial.

IIB - Après l'indépendance

Le pouvoir passe aux mains des nationaux mais le principe pour assurer sa stabilité reste sensiblement le même. Il repose à la fois sur la coercition (physique), un ordre symbolique hiérarchique et une structure étatique. Le système tient grâce à un pouvoir qui trouve une légitimité dans le statut hiérarchique acquis par les présidents (« père de la Nation » pour P. Tsiranana, « père de la Révolution » pour D. Ratsiraka, « homme providentiel » pour M. Ravalomanana). Il s'appuie également sur une administration étatique, le « *fanjakana* »², dont la puissance est héritée de l'ancrage (au moins étymologique) aux royautés, donc à l'ordre divin. Certes, la population se montre attachée à un ordre symbolique, illustré par le respect voire la peur des *raiamandreny* (parents dirigeants) et du *fanjakana*. Toutefois, suivant un contrat social implicite, elle attend également de ces derniers qu'ils répondent à leurs attentes. Ainsi, les insatisfactions débouchent sur des troubles et des crises socio-politiques, mais la violence occasionnée reste relativement contenue. Les mouvements ou manifestations revendiquent le plus souvent la règle de la non-violence.

La Première République

Dans les années 1960, l'image de Tsiranana comme père de l'indépendance et l'instauration d'un Etat PSD³ sont propices à une relative stabilisation du pouvoir, en dépit des tentations autoritaires du président⁴. En 1971, le soulèvement paysan dans la région de Tuléar, sous la direction du Monima

¹ Le nombre de morts de 1947 et l'appréciation de l'importance de la répression par les forces françaises sont un enjeu important de la construction mémorielle malgache. Les éléments de cette construction ont souvent été énoncés sans reposer sur un véritable travail de recherche. Nous reprenons ici les évaluations avancées par J. Frémigacci après que les archives de Vincennes aient été rendues accessibles.

² Le *Fanjakana* signifie l'Etat, mais étymologiquement, ce mot est lié à *manjaka* (régner) et *mpanjaka* (le roi). Ainsi, d'une certaine manière, le Président peut se considérer comme le « Roi de la République ».

³ Le Parti Social-Démocrate a été fondé par Tsiranana dans les années 1950. Ses membres occupaient les principaux postes de l'administration et des ministères. L'adhésion au parti était un moyen d'ascension sociale (Razafimbelo, 1997) mais aussi un « moyen de participer de la toute-puissance du *Fanjakana* donc d'être protégé » (Raison-Jourde et Roy, 2010). Le nombre de fonctionnaires tripla en 12 ans (Vérin, 1990) et l'Etat PSD finit par infiltrer toute la société.

⁴ Après sa réélection en 1965, il rendit le travail obligatoire, envoya l'armée planter des arbres, condamna par roulement les fonctionnaires désormais pléthoriques (55 000 en 1965 contre 6 000 avant l'indépendance) à travailler sur les hauts plateaux et prit un certain nombre de mesures contre les « oisifs » des campagnes.

(parti politique à tendance maoïste), ne concerne qu'environ mille paysans qui attaquent, avec des armes de fortune, des postes militaires et des centres administratifs. Leur mobilisation est par ailleurs régulée par le serment, prêté sur un bœuf sacrifié, de ne pas tuer et qui en fait une rébellion moins de violence que de menace (Raison-Jourde et Roy, 2010). La répression politique est néanmoins brutale, débouchant sur une cinquantaine de victimes selon les autorités mais plus certainement entre 800 et 1 000 morts (Althabe, 1978 ; Raison-Jourde et Roy, 2010). En 1972, la grève générale estudiantine est essentiellement non violente¹, même après que les étudiants aient été rejoints par les ZWAM². Les dérapages sont en effet très rares. Là encore, c'est de l'État que viendra la violence et non de la jeunesse urbaine, estudiantine ou prolétaire. La déportation au pénitencier de Nosy Lava de 395 étudiants déclenche le 13 mai un vaste mouvement populaire (100 000 personnes dans les rues d'Antananarivo). Ce sont alors les tirs des FRS (forces républicaines de sécurité, équivalent des CRS français) sur la foule qui entraînent des réactions violentes (incendie de voitures, barricade, destruction de trottoirs pour faire des projectiles, attaque de la radio nationale, incendie de l'hôtel de ville, ...). En dépit des propos belliqueux de Tsiranana³, ces événements ne feront « qu'une quarantaine » de morts et 150 blessés, essentiellement du côté des manifestants (Blum, 2011). Dans ce conflit, les organisations apparaissent singulièrement en retrait. Ni la gendarmerie, ni la police, ni l'armée n'interviendront. L'AKFM (Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara : parti politique d'inspiration communiste), représentant plutôt l'élite protestante *merina* évincée du pouvoir politique, se positionnera même contre les troubles, ce qui explique certainement l'incendie de l'hôtel de ville⁴. Ces événements conduisirent à la chute du régime et à un transfert quasi-légaliste du pouvoir. Tsiranana, tout en gardant la présidence de la République, remit les pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, militaire le plus gradé et le plus ancien dans le grade de général, lequel organisa cinq mois plus tard un référendum par lequel les électeurs le placèrent à la tête de l'État⁵. Ce dernier n'arriva cependant pas à assurer la stabilité politique. Coincé entre les revendications politiques des élites provinciales, sa loyauté envers l'oligarchie économique-politique *merina* et les pressions aux réformes économiques et politiques des partis maoïstes (MFM et Monima), il fut finalement conduit,

« Chaque année, des chefs de canton se lançaient dans des chasses à l'homme, furieux de trouver des cases désertées par les villageois partis camper en forêt avec marmites et riz » (Raison-Jourde et Roy, 2010).

¹ « Ces masses marchaient en rang de 8 ou 10, sur une partie de la chaussée, le long du marché du *zoma* : personne ne touchait à l'étal des fruits, des *mofa gasy* ou de pains, quelle que fût l'heure du défilé ; à l'approche des masses de grévistes en marche, aucun, mais aucun vendeur sur les bords des rues ou des trottoirs ne bougeait. Tout le monde savait que ces jeunes ne toucheraient à quoi que ce soit » (Ralibera, 2007 ; p.237).

² Les ZWAM - Zatovo-jeune, Western du fait de leur identification aux cow boys, Andevo-esclave, Malagasy – sont une organisation informelle de jeunes déshérités issus de quartiers populaires (« bas quartiers »). Ils vivaient hors la loi et entraient en conflit régulier avec la police. Ils marqueront leur ascension dans le combat politique en devenant ZOAM - Zatovo, Ory Asa (sans emploi) eto Madagasikara – tout en maintenant cependant leur organisation sur la base du quartier (Raison-Jourde, 1972 ; Althabe, 1978 ; Randriamaro, 2009).

³ « S'il y a eu beaucoup de morts, c'est parce que vous l'avez voulu... Si vous ne vous arrêtez pas, vos enfants mourront. Et vous aussi. Voilà ! C'est moi le Président qui vous le dit. Je vous donne un conseil, parents, travailleurs, élèves, si vous tenez à la vie, ne participez pas à la grève... Si c'est nécessaire, même s'il faut 2 000 morts, nous le ferons en une seule fois ! 2 000 même 3 000 ! En une seule fois ! Tssak, Tssak ! Voilà des morts. Après cela, même si vous êtes 5 000, 6 000, 100 000, on vous aura ! Tssak ! Tssak ! Mais cela ne se fera pas... Soyez sage, hein ? Tirez-vous de cette histoire louche » (cité par Blum, 2011).

⁴ La municipalité d'Antananarivo était dirigée par ce parti depuis l'indépendance. D'une manière générale, l'AKFM dominait le champ politique dans la province d'Antananarivo.

⁵ La durée du régime était fixée par la loi constitutionnelle provisoire à cinq ans maximum (soit 1972-1977) et le chef du Gouvernement pouvait désigner (art.3) son successeur (Cadoux, 1990).

après la rébellion du GPM (héritier des FRS), à remettre le pouvoir au colonel R. Ratsimandrava en février 1975. Six jours plus tard, ce dernier fut cependant assassiné, sans que les historiens n'aient réussi jusqu'ici à établir formellement qui étaient les commanditaires de ce meurtre¹. Un Directoire militaire fut alors mis en place qui réussit à rétablir l'ordre public en réprimant par les armes la rébellion du GPM et en déclarant la loi martiale.

De Ratsiraka à Ratsiraka

D. Ratsiraka fut élu chef d'État par les membres du directoire militaire mais fit valider six mois plus tard cette position par un référendum constitutionnel. La descente aux enfers de l'économie malgache (Razafindrakoto, 1996 ; Vérin, 1990 ; Ravelosoa et Roubaud, 1998), sous sa présidence marqua cependant dans les années 1980 un certain retour de la violence criminelle. Dans les zones rurales, le phénomène des *dahalo*, voleurs de bœufs empruntant à la tradition *Bara*, prit de l'ampleur, entraînant une répression active des gendarmes. En 1982, par exemple, sous le prétexte de les pourchasser, ils tuèrent « par méprise » une centaine de paysans dans la région de Tuléar. En 1989, la multiplication des opérations de l'État avec autorisation d'ouvrir le feu (opération « Tsy Mitsitsy » c'est-à-dire sans merci) auraient aussi fait une centaine de morts. Les troubles gagnèrent aussi les zones urbaines. En décembre 1984, des membres des TTS (*Tanora Tonga Saina* c'est-à-dire les jeunes conscientisés), issus des « bas quartiers » et pratiquant enlèvements, racket et marché noir, furent massacrés par les adeptes d'un club de Kung-Fu, faisant plus de cent morts. Dans cet épisode, la violence déployée ne fut pas a priori au service d'une quelconque organisation (même si les Kung-Fu servirent à plusieurs reprises de service d'ordre lors des manifestations du Monima et du MFM²). Elle eut néanmoins une tonalité politique certaine dans la mesure où les TTS constituaient en sous-main des forces d'appoint du régime. Les attaquer revenait donc à entrer en conflit avec l'État. C'est ainsi qu'en juillet 1985, le régime répliqua en faisant détruire la villa du leader des Kung-fu par des engins blindés, provoquant des dizaines de morts et de nombreuses arrestations.

La contestation des résultats de l'élection présidentielle de mars 1989 fut aussi le point de départ d'un vaste mouvement de protestation³. Poussé à libéraliser la vie politique, le président rétablit la liberté de création des partis politiques en 1990. Ceci n'arrêta cependant pas le mouvement qui se fédéra sous le nom de « Forces Vives » et qui, après des manifestations quotidiennes et après avoir réussi à déclencher une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel en juin 1991. Il reste cependant que la non-violence fut, là encore, une revendication spécifique du mouvement social. Les immenses rassemblements sur la place du 13 mai ne donnèrent ainsi lieu à aucun débordement. Comme au début des années 1970, c'est de l'État que viendra la violence. Une manifestation en direction du palais présidentiel fera plus d'une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés, fauchés par les tirs des militaires⁴. Cet événement précipita l'éviction de D. Ratsiraka (même s'il gardait

¹ Le « procès du siècle » qui eut lieu de mars à juin 1975 fit comparaître de nombreux inculpés dont Resampa et Tsiranana mais ne prononça que des peines mineures. Les archives de ce procès ont brûlé à la fin 1975 ce qui réduit fortement les chances de connaître un jour la vérité.

² Parti maoïste, comme le Monima mais urbain et essentiellement Tananarivien, dirigé par Manandafy Rakotonirina.

³ D. Ratsiraka l'emporta avec 62,7 % des voix (contre 19,3 % au leader du MFM, Rakotonirina Manandafy, 14,9 % à M. Razanabahiny (VONJY) et 3 % à Monja Jaona.

⁴ Après avoir envoyé des guerriers Antandroy venus spécialement du Sud avec leurs lance-pierres pour lapider les manifestants, puis des hélicoptères lançant des grenades offensives pour contenir les manifestants dans les

le titre de président de la République) par la constitution d'un gouvernement de transition qui fit adopter par référendum une nouvelle constitution. En 1993, A. Zafy fut alors élu président de la Troisième République. Il resta à son poste jusqu'à sa destitution par les parlementaires trois ans plus tard. Les élections présidentielles de 1996 qui suivirent quelques mois plus tard, portèrent de nouveau, sans troubles, D. Ratsiraka au pouvoir, soit, avec le Bénin, un des deux seuls exemples de double transition démocratique, électorale et pacifique, des années 1990 (Roubaud, 2000).

De Ravalomanana à la Quatrième République

En 2001-2002, la crise, ouverte avec la contestation des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, fut, elle aussi, peu violente. Si on a pu alors parler de guerre civile larvée en raison de l'apparente coupure en deux du pays pendant 4 mois, les affrontements ont été en réalité très peu fréquents et le nombre de morts ne s'est élevé « qu'à une centaine » (Raison, 2002 ; ACCLED en compte précisément 40 : voir plus haut). Néanmoins les combattants furent bien ici des instruments violents à la solde de groupes politiques : miliciens issus du lumpenprolétariat du côté de D. Ratsiraka, réservistes de l'armée du côté de M. Ravalomanana. La crise prit fin avec la reconnaissance par la Haute Cour Constitutionnelle puis par la communauté internationale de la victoire de M. Ravalomanana.

La crise de 2009 marque en revanche sinon une rupture, du moins une inflexion avec celles qui l'ont précédé. Les mobilisations populaires furent accompagnées dès le début de barrages dans les quartiers populaires assortis de phénomènes de violence interpersonnelle (agressions) puis dans les jours qui suivirent par des pillages de magasins chinois, indiens mais surtout des magasins Magro (société Tiko) appartenant au président. Ces événements se soldèrent par au moins 68 morts, pour la plupart dus aux imprudences des manifestants¹ (Vivier, 2010). Quelques jours plus tard, une marche de manifestants sur le palais présidentiel fut arrêtée par un tir de la garde présidentielle faisant une quarantaine de morts et plus de 150 blessés. Enfin, la tentative de sortie de crise « quasi-légaliste » par la remise du pouvoir par le président à un directoire militaire (réédition de ce qui s'était fait en 1972 puis 1975) fut aussi mise en échec par la mobilisation des officiers de la Capsat qui installèrent Andry Rajoelina au pouvoir, ce qui constitue le premier véritable coup d'État de l'histoire récente de Madagascar (Randrianja, 2012)². Pour autant, la violence resta ici encore limitée et la passation de pouvoir se fit quasiment sans échange de coup ni effusion de sang.

Après l'installation d'Andry Rajoelina et la nomination d'une Haute Autorité de Transition (HAT), les nombreuses « mutineries » dans l'armée ou la gendarmerie ne semblent pas avoir été l'expression de forces politiques. Elles n'ont en effet jamais concerné plus d'une trentaine de soldats, n'ont entraîné

rangs et tirant sur la voiture dans laquelle se trouvait A. Zafy, Didier Ratsiraka ordonna à ses troupes au sol de tirer dans les jambes des manifestants « pour blesser quelques types s'il le faut » (les enregistrements de ses ordres radios sont disponibles sur internet). Pour l'analyse de D. Ratsiraka sur cet événement, voir Lavard-Meyer, 2015).

¹ Une quarantaine de morts ont par exemple été retrouvés calcinés après l'incendie du magasin Magro d'Antananarivo.

² L'auto-proclamation comme président par M. Ravalomanana à l'issue du premier tour des élections présidentielles de 2001 s'apparente aussi cependant à un coup d'État même s'il est fort probable qu'il aurait été élu à l'issue d'un second tour « transparent ». Razafindrakoto et Roubaud (2002) montrent avec une analyse serrée des résultats officiels du premier tour qu'il ne pouvait en fait avoir obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés.

que des combats de faible intensité et ont souvent uniquement eu comme moteur des revendications catégorielles. L'élection de la fin 2013 s'est aussi déroulée avec très peu de contestations et les difficultés à gouverner dans le cadre de la quatrième République n'ont pour autant pas entraîné jusque-là de violence politique. En revanche, la violence criminelle s'est sensiblement accrue, comme nous l'avons montré dans la première partie. Dans les zones urbaines, les journaux témoignent de façon régulière de vols, cambriolages, et agressions parfois mortelles. Dans le Sud du pays et les zones enclavées, les *dahalo*, regroupés en bande de plusieurs dizaines d'individus parfois équipés d'armes à feu, volent les troupeaux et s'affrontent aux villageois et aux forces de l'ordre. Ces dernières réagissent souvent de façon disproportionnée, en brûlant des récoltes et des habitations et en procédant à des exécutions sommaires.

Dresser l'inventaire des actes violents dans l'histoire politique de Madagascar peut donner l'impression d'un niveau non négligeable de violence. C'est pourtant le contraire qu'il faut retenir de ce travail. Si la violence physique n'est pas absente des relations politiques, elle est en réalité singulièrement contenue même lors des crises politiques aboutissant à un changement de régime. Depuis 1960, aucune organisation ne semble avoir eu de véritable pouvoir de mobilisation de la violence. Lorsque celle-ci est présente, elle prend le plus souvent la forme d'éruptions exprimant un mécontentement qui n'identifie pas clairement ses causes et ne désigne pas directement des responsables. Certaines forces politiques ont certes tenté d'utiliser ces mécontentements en soutien à leur cause. C'est tout particulièrement le cas de Ratsiraka qui a maintes fois utilisé les milices des bas quartiers pour assurer la stabilité de son régime et essayé lors des crises politiques de mobiliser à son profit les insatisfactions des Malgaches déshérités. De la même façon, certains éléments laissent penser que les pillages de 2009 (comme d'ailleurs ceux de 1987) pourraient avoir été, sinon commandités, du moins encouragés par l'opposition à Ravalomanana (ou par les partisans de Ratsiraka en 1987). Mais ces accès de violence débordent toujours les forces politiques qui veulent les récupérer sans y parvenir. Dans un contexte de désorganisation importante de l'État, on voit cependant apparaître depuis 2010 avec les mutations du phénomène *Dahalo*, une violence criminelle plus organisée qui n'est pas sans rapport avec le politique du fait de la « *perte progressive de souveraineté de l'État sur son territoire* » et de ses liens supposés avec « *la classe politique locale, régionale et nationale* » (Pellerin, 2014).

Si on exclut la période très récente, tout se passe donc comme si la violence physique n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache : lorsque la violence est présente, son intensité est faible ; c'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite son remplacement (Tsiranana en 1972, Ratsiraka en 1991, Ravalomanana en 2009) ; et les changements de régime, même lors des crises, se font de façon très peu violente.

III.- La violence dans l'équation socio-politique malgache : éléments d'interprétation

La faible fréquence et intensité de la violence physique (politique et criminelle) de la société malgache, associée à une instabilité chronique, interroge sur la nature du système socio-politique. Nous avançons dans cette partie un certain nombre d'hypothèses explicatives de ce phénomène. Nous étudions d'abord dans quelle mesure le mode d'organisation des élites peut expliquer leur faible recours à la violence politique. Nous mettons ensuite en avant l'atomisation de la population malgache et la domination symbolique qu'elle subit. Ces caractéristiques des élites et de la population ainsi que la

nature de leurs interactions, donc du rapport entre pouvoir et citoyens, limitent les formes de mobilisation. Dans un contexte global de tabou de la violence, elles sont aussi source d'un sentiment latent d'insécurité.

IIIA - Des élites fragmentées et coupées de la base

Pourquoi la violence n'est-elle pas une ressource plus fréquemment mobilisée par des groupes ou coalitions élitaires dans leur compétition pour le pouvoir politique ? Selon notre analyse, ce phénomène s'explique par la nature des relations entre les élites et celles qu'elles entretiennent avec la population.

La faiblesse des organisations élitaires

Dans une précédente recherche, nous avons essayé de dresser un tableau des groupes élitaires en présence à partir d'une relecture de l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique (Razafindrakoto *et alii*, 2014 et 2017). On y distinguait six périodes révélant l'existence de plusieurs strates de pouvoir. Chacune des périodes est marquée par une modification de l'équilibre des pouvoirs et un renouvellement relatif de la coalition dominante. Les « groupes » de pouvoir ainsi dessinés ont des frontières poreuses. Du fait des stratégies individuelles des uns et des autres pour se maintenir au plus haut niveau (stratégies scolaires, matrimoniales, de conversion d'un type de pouvoir dans un autre, de modification des allégeances), c'est en partie à une assimilation réciproque des élites que l'on assiste (Bayart, 1989 ; Galibert, 2011 ; Razafindrakoto *et alii*, 2017). Le monde des élites à Madagascar reste ainsi très circonscrit. Dans une enquête sur les élites que nous avons menée auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes sur la période 2012-2014, les membres des élites y apparaissent marqués par une forte hérédité (Razafindrakoto *et alii*, 2017, chapitre V). Les investissements scolaires à l'étranger, les stratégies matrimoniales, les pratiques de chevauchement (Médard, 1992) des différentes sphères d'exercice du pouvoir et la constitution d'un entre-soi élitare contribuent à une uniformisation de ce monde (Galibert, 2011).

Ni l'ethnicité, ni la proximité géographique, ni l'appartenance à un même groupe statutaire, ni l'identité des activités économiques, religieuses ou politiques ne déterminent des solidarités interpersonnelles suffisamment solides pour constituer des lignes figées d'opposition entre groupes. Les conflits prennent ainsi moins la forme d'une lutte entre groupes élitaires solidement constitués que celle d'une lutte des places (*ady seza*) entre individus, familles ou clans restreints. Les alliances plus larges ne se forment qu'au moment des élections ou lorsqu'il s'agit de faire chuter un clan qui tend à prendre trop de pouvoir. Bien que se dotant souvent d'un nom (Forces Vives, Trois Mouvances, etc.), elles ne débouchent jamais sur une forme d'institutionnalisation qui les pérenniseraient dans le temps. Elles se dissolvent sitôt leur but atteint.

Un clientélisme notabiliaire éphémère

Cette absence ou faible organisation (horizontale) des groupes élitaires permet d'autant moins la mobilisation de la violence dans la compétition politique que leurs réseaux clientélistes sont, du coup, limités. Les partis politiques présidentiels ont été, certes, sous chaque mandature un moyen de tenter

de remédier à cela. Le PSD, l'AREMA, le TIM et dans une moindre ampleur le TGV et l'HVM¹ ont ainsi permis d'étendre les soutiens au clan dominant grâce aux avantages accordés à ceux qui y adhéraient (emplois, carrières, biens, propriétés). De même, se constituent avant les élections « une multitude d'organisations constituant en fait un comité électoral centré sur un ou plusieurs notables liés par le partage du même monde d'intersubjectivité ou par la parenté » (Galibert, 2011)

Cette forme de clientélisme qui n'étend pas ses racines au plus profond de la société, n'assure finalement qu'un soutien notabiliaire de circonstance et donc une faible capacité de mobilisation politique des masses. Les citoyens ordinaires ne sont véritablement intégrés aux systèmes clientélistes qu'à l'approche des élections lorsque les candidats, à l'occasion de leur venue sur les lieux où ils convoitent des voix, font étalage de générosité en apportant médicaments, riz, tee-shirts et divertissements. Cette forme de clientélisme ne crée que des attachements ponctuels et fragiles et ne permet pas de les transformer en mobilisations collectives structurées et durables. Si un clan ou un groupe souhaite ainsi user de violence pour asseoir sa position, il ne peut le faire qu'en offrant des rétributions exceptionnelles (en biens, en monnaie voire en divertissements) à ceux qu'ils souhaitent mobiliser. On peut par exemple relire les affrontements de 2002 à l'aune de cette analyse. Les blocages des voies de circulation vers la capitale par les partisans de D. Ratsiraka furent en réalité opérés par des miliciens payés² et armés d'équipements militaires fournis par l'Algérie (Randrianja et Ellis, 2009). Ils suscitèrent rarement des affrontements violents de grande ampleur³ mais permirent en revanche de substantiels profits à ceux qui tenaient les barrages⁴. L'armée, profondément divisée, resta en retrait des événements, attendant la proclamation de la Haute Cour Constitutionnelle d'avril 2002 pour faire finalement allégeance au vainqueur (Rabenirainy, 2002). Seuls quelques officiers et sous-officiers se rangèrent ouvertement, au nom du loyalisme, au côté de D. Ratsiraka, apparaissant dans quelques régions « comme de véritables seigneurs de guerre aux côtés de certains barons du régime » (Randrianja, 2005). Il faut souligner en revanche le rôle joué par les gouverneurs de région mis en place par D Ratsiraka et à qui il avait attribué la charge d'organiser la résistance. Y voyant là une opportunité sans précédent d'augmentation de leur pouvoir politique et économique, quatre d'entre eux contribuèrent particulièrement à la dégradation du climat social en déclarant en mai 2002 l'indépendance de leur province⁵. Ces indépendances, qui traduisaient essentiellement la volonté de pouvoir d'une oligarchie provinciale, ne reposaient sur aucune réalité économique (Toamasina par exemple bénéficiait grâce à son port, d'importantes recettes fiscales tirées des droits de douane et taxes, mais les exportations et importations étaient pour la plus grande partie à destination et en

¹ PSD : Parti Social-Démocrate fondé par Tsiranana ; AREMA : Avant-garde de la Révolution Malgache, parti fondé par Ratsiraka ; TIM : *Tiako i Madagasikara*, parti fondé par Ravalomanana ; TGV : *Tanora malaGasy Vonona*, parti fondé par Rajoelina, HVM : *Hery Vaovao hoan'i Madagasikara*, parti fondé par Hery Rajaonarimampianina.

² D. Ratsiraka essaya aussi de recourir à des mercenaires étrangers. L'avion qui les conduisait à Madagascar fut cependant contraint de retourner en France quelques heures après son envol sur intervention du quai d'Orsay (Ramasy, 2010).

³ L'histoire retient surtout la tentative de jeunes kung-fu descendus de la capitale pour faire sauter le barrage de Brickaville à la mi-mars.

⁴ Les barrages étaient en réalité peu hermétiques et constituaient surtout pour leurs gardiens une source d'enrichissement (Raison, 2002).

⁵ Il s'agit d'Antsiranana, de Toamasina, de Toliara et de Mahajanga. Les deux autres provinces, Antananarivo et Fianarantsoa, les plus peuplées du pays, sont restées sous le contrôle du gouvernement autoproclamé de M. Ravalomanana.

provenance d'Antananarivo) et ne reflétaient guère les aspirations des populations¹. Elles portaient en revanche en germes, comme lors du mouvement fédéraliste de la seconde moitié des années 1991 (Rakotondrabe, 1993 ; Fauroux, 1999), un certain nombre de phénomènes de cristallisation ethnique et de criminalisation politique (Raison-Jourde et Raison, 2002). On peut enfin s'interroger sur l'importance des manifestations et la durée de la grève générale à Antananarivo, Mahajanga et Fianarantsoa. L'appel à la grève générale fut en effet été lancé sur la place du 13 mai à la fin janvier et la grève ne fut levée que deux mois plus tard. Cette longue durée dans un pays dans lequel une majeure partie des ménages est tout juste au seuil de subsistance indique certes l'ampleur du soutien populaire dont jouissait le candidat M. Ravalomanana, mais elle s'explique aussi par le maintien des salaires de beaucoup de grévistes sur la période. C'est d'abord le cas des fonctionnaires pour lesquels une organisation spéciale permit au Trésor d'effectuer la paie². Mais c'est aussi celui des salariés des entreprises engagées dans les groupements professionnels, tels que le GEM (dirigé par Charles Andriantsitohaina). Dès le début février, ce dernier avait en effet noué un accord avec les principaux syndicats malgaches sur une résolution rapide de la crise économique et la protection des entreprises contre les actes de vandalisme, en échange duquel le versement de salaires des grèves négociées pouvait être maintenu³.

Cette présentation du clientélisme notabiliaire ne vise évidemment pas à minimiser les mobilisations contestataires bien réelles qui se sont produites au cours de l'histoire, que ce soit en 1972, 1991, 2002 ou 2009. À chaque fois, des foules urbaines se sont effectivement rassemblées, portées par l'espoir d'un changement lié à une apparente ouverture du champ des possibles politiques. Ces foules, prenant partie pour un groupe politique, n'en constituaient cependant pas à proprement parler une clientèle politique mais exprimaient plutôt par là leur ras-le-bol et leur aspiration au changement. En 2009 par exemple, même si les rassemblements ont tenu en partie à la personnalité du challenger (et pour le premier rassemblement aux « rétributions » festives qu'il apportait⁴) et même si les pillages des magasins Magro ont été favorisés par des « bandes organisées disposant de matériel pour fracturer les chaînes et cadenas », les violences exprimées, au caractère plus anti-social que politique, ont semblé échapper à toute forme de contrôle (Galibert, 2009).

On peut enfin s'interroger sur les raisons pour lesquelles les « corps habillés » n'ont quasiment jamais à Madagascar usé de leur force pour renverser un régime. Ces derniers ne semblent pas constituer une force autonome dans le champ politique malgache. Plusieurs explications peuvent être avancées. D'abord, comme pour l'ensemble des groupes élitaires, les divisions⁵ compromettent toute tentative d'organisation. Ensuite, à l'exception de M. Ravalomanana, les pouvoirs successifs ont mis en œuvre des stratégies pour politiser l'armée (à travers les promotions et l'attribution de postes importants au niveau des ministères ou des entreprises publiques). Madagascar a ainsi une proportion élevée de

¹ A Antsiranana, Toliara et Mahajanga, M. Ravalomanana avait obtenu au premier tour des présidentielles une large majorité des suffrages (AFP, 2002 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2002).

² Le 18 février, la Banque Centrale et les Banques primaires d'Antananarivo ouvrirent leurs portes à cet effet ce qui entraîna de longues queues et la levée de certains barrages.

³ Marquant aussi indirectement son opposition à D. Ratsiraka, le GEM récusait aussi le transfert des prérogatives de la Banque Centrale vers les Provinces et dénonça les entraves à la circulation des biens et personnes.

⁴ Le meeting organisé par Andry Rajoelina le 17 janvier 2009 proposait, outre des argumentations politiques, un important programme musical.

⁵ Au sein de l'armée notamment entre ceux formés par l'acmil et ceux passés par Saint-Cyr, entre l'armée et la gendarmerie.

hauts gradés (notamment de généraux) liés au pouvoir politique, intégrés au clientélisme notabiliaire de circonstance mais déconnectés de leur base.

IIIB - Une population atomisée et soumise

Violence symbolique et respect des autorités raïamandreny

La société malgache est caractérisée par de multiples inégalités statutaires imbriquées les unes dans les autres (différences de statut entre *mainty* et *fotsy*, entre *andriana*, *hova*, et *andevo*, entre « côtiers » et originaires des hautes terres, entre *tompontany*¹ et *mpiavy*²), inégalités qui se maintiennent encore aujourd'hui de façon plus ou moins occulte. Ces principes de distinction et de classement autorisent un très haut niveau d'inégalité réelle des revenus. Avec un coefficient de Gini³ de 0,475 en 2007, Madagascar apparaissait ainsi dans les 30 pays au monde et les 10 pays d'Afrique les plus inégalitaires selon le classement du PNUD (2008).

Le non-recours à la violence politique semble ainsi tenir à un rapport spécifique au pouvoir. Il est régi par la croyance traditionnelle encore prégnante du caractère exceptionnel du *fanjakana* et du statut de *raïamandreny* (« père et mère » de ses sujets, à qui on doit le respect) de ceux qui l'incarnent⁴. On assiste ainsi à un rapport au politique, hérité du mode de constitution de l'État malgache tendant à accorder une valeur particulière au chef, tirant sa légitimité de sa position statutaire, de son ancrage dynastique et/ou de son charisme (*hasina*).

Les données des enquêtes *Afrobaromètre* illustrent cette réalité : comparés aux citoyens des autres pays africains, les Malgaches sont parmi les moins enclins à exiger que les dirigeants rendent des comptes sur leur efficacité. C'est l'attribution du statut de « parents » (donc veillant au bien-être de la population) aux gouvernants qui tend à prédominer (Graphiques 8). En 2008, la majorité (55%) des citoyens considèrent que « *le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour nous* ». Ce statut de « *raïamandreny* » conféré au gouvernement, lui attribuant un pouvoir de décision sans possibilité de contrôle par la population, n'est pas sans rapport avec la structuration de la société malgache. Celle-ci est en effet historiquement extrêmement hiérarchisée, distinguant et classant à l'infini les individus selon un ordre inégalitaire hérité et dont la symbolique se maintient au fil du temps, en dépit des transformations politico-sociales du pays.

Le système des groupes statutaires, tout particulièrement, reste ancré dans les corps et les esprits, assignant aux individus des valeurs inégales. C'est ainsi par exemple, que M. Ravalomanana, pour renforcer sa légitimité politique, a laissé courir le bruit qu'il était de descendance noble et que son successeur s'est parfois efforcé d'endosser les attributs royaux. La cérémonie de promulgation de la quatrième République et d'inauguration du nouvel Hôtel de Ville le 11 décembre 2010 est à ce titre exemplaire. A. Rajoelina, vêtu d'une tenue traditionnelle inspirée de celles que portaient les rois et accompagné de sa femme tout de rouge vêtue comme l'étaient les princesses et portant une ombrelle

¹ Originaires de la région (*tompo*=propriétaire; *tany*=terres, régions) donc propriétaire de la terre des ancêtres (*tanindrazana*).

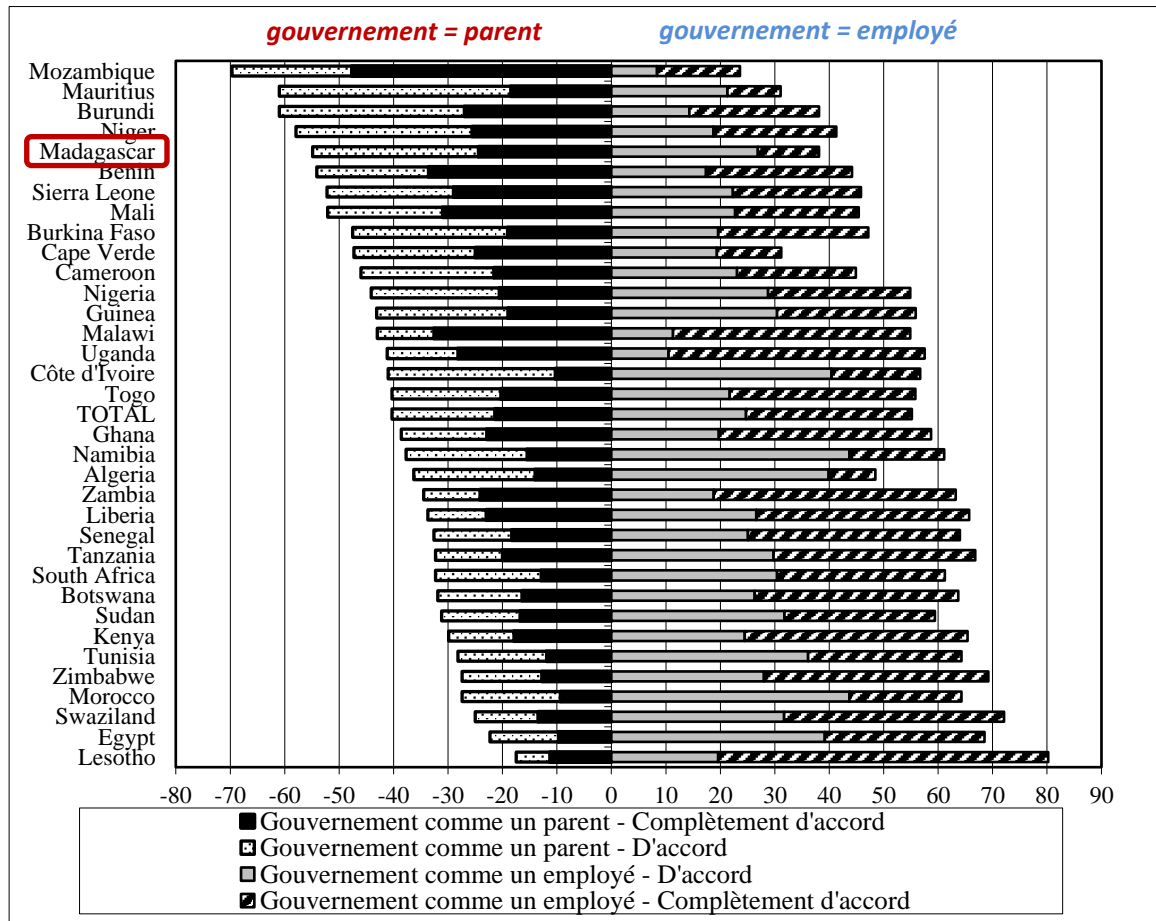
² Nouveaux venus, qui n'ont pas de racines dans la région.

³ Le coefficient de Gini va de 0 à 1 et mesure l'inégalité des revenus : zéro signifie égalité parfaite, 1 inégalité maximale.

⁴ Le film documentaire de Biauxat et Tabet (2016) rend bien compte de ce respect *a priori*. Voir l'extrait à <https://youtu.be/HRMoX83npQU>.

pour se protéger du soleil rejoignit en effet, à pied, la place du 13 mai en partant du Palais de la Reine, entouré de gardes du corps rituels, de *mpiantsa* (chanteuses royales) et de mille guerriers, reconstituant ainsi un fragment de la légende de Radama 1^{er} (Carayol, 2010 ; voir photos en annexe).

Graphique 8
Des gouvernants redevables de leurs actions ou ayant le statut de parents¹



Sources : Enquêtes Afrobaromètre, R5 ; Pour Madagascar, Coef Ressources/Dial, 2013 ; calculs des auteurs.

Vu sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la plus grande masse de population. Le maintien d'un tel système suppose une forme d'acceptation, dans les esprits de tous, de ces principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus. Dans ce sens, la puissance du « *lahatra* » (destin) éclipse le caractère violent de cet ordre social inégalitaire (Roca, 2013). C'est ce qui permet aussi, lors des crises, à quelques descendants de grandes lignées de s'autoproclamer *raiamandreny* et d'intervenir à ce titre dans le débat politique². L'inégalité constitutive de la société malgache permet aussi aux dirigeants politiques d'agir sans accorder

¹ La question était la suivante : "Parlons un moment du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? : Affirmation 1: Le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour nous. Affirmation 2: Le gouvernement est comme notre employé. Le peuple est son patron et devrait dire au gouvernement ce qu'il doit faire".

² Une association des *Raiamandreny Mijoro*, fondée en 2010, s'est par exemple imposée comme acteur de la résolution de la crise pendant la période de la Haute Autorité de Transition (voir Annexe 2).

beaucoup d'importance à leurs administrés. Les rois avaient en effet un droit absolu d'exploitation de leurs sujets mais aussi de vie et de mort. Les discours des rois (*kabary*) se punctuaient souvent imperturbablement par « *sinon, je vous tue tous* », « *j'ai seul le droit de vie et de mort sur la population* » ou « *si vous en venez à transgresser mes ordonnances, je vous mettrai à mort* » (Galy, 2009). Ce mépris de la vie s'est retrouvé d'une certaine façon dans les régimes post-indépendance. Les émeutes paysannes ou les agissements des *dahalo* ont donné lieu à des répressions par les forces de l'ordre parfois meurtrières sans que cela ne déclenche de véritable émoi au sein des élites et plus généralement du monde urbain. Les propos de Tsiranana relevés plus hauts traduisent aussi d'une certaine façon le peu de prix accordé à la vie des gens du peuple par les classes dirigeantes¹.

Atomisation des populations et sentiment d'insécurité

Les structures socio-spatiales doivent également être considérées. Le monde rural constitue aujourd'hui encore 78 % de la population malgache (Instat, 2013). La faible densité de population (38 habitant au km² en 2012, ce qui en fait un des pays d'Afrique les moins densément peuplés²) conduisant à une faible pression structurelle sur la terre et sur les moyens de subsistance, favorise le maintien sur leurs terres de ces populations. Celles-ci sont de surcroît disséminées sur un territoire immense avec de faibles possibilités de déplacements. Le réseau routier est en effet de faible étendue (environ 30 000 km de routes dont moins de 6 000 km bitumées), et les réseaux ferroviaire et fluvial quasiment inexistant, laissant d'immenses zones enclavées, y compris en matière d'accès à l'information. De fait, les migrations internes sont, comparées à d'autres pays africains, extrêmement faibles et l'exode rural est encore très contenu (Instat, 2013 ; Bossuroy et Cogneau, 2013)³. Une partie non négligeable de ces ruraux n'est ainsi véritablement « capturée »⁴ (Hyden, 1980) ni par le système politique, ni par le système économique.

Les ruraux sont faiblement capturés par le système politique parce que l'État ne pénètre que de façon superficielle dans une bonne partie des campagnes malgaches. Les infrastructures publiques y sont souvent défectueuses voire absentes. Les politiques dites de décentralisation n'ont que peu relié les collectivités territoriales au pouvoir central. Plus même, il n'est pas incohérent de penser que certaines lois, comme celle de 2001 sur la sécurité intérieure, redonnant du pouvoir aux *Fokonolona*, favorisent

¹ La violence politique des dirigeants se marque aussi du mépris accordé aux masses. J. Ramamonjisoa (2005) résume ainsi le style de pouvoir de la première République : « Discours qui n'a pas besoin de réponses (*kabary tsy valiana*) ; ordres donnés avec morgue, sans considération de l'âge, du sexe, du statut, de l'honneur de quiconque (pas de respect des conduites catégorielles) ; exigence d'exécution immédiate quelles que soient les contraintes et les circonstances (*miaraka amin'ny vava*) ; monopole de la parole ; mépris des interlocuteurs dont on ne soupçonne même pas les qualités, ni les cheminements de pensée ; interprétation de la moindre hésitation ou réticence comme une insurrection contre la toute-puissance ; menaces ; appel aux forces de répression sous tous les prétextes, etc. ». Voir sur ce point Biaussat et Tabet, 20016 ; <https://youtu.be/5wUjpAWIDow>.

² En Afrique subsaharienne, seuls 3 pays du Sahel ont une densité plus faible : Tchad : 9 ; Niger : 13 ; Mali : 13.

³ « En 2012, seuls 15% des habitants sont des migrants (ne pas être nés dans le *fokontany* dans lequel ils habitent). Il s'agit avant tout de migration de proximité puisque 56% des migrants viennent d'un autre *fokontany* d'une même commune tandis que 24% viennent d'une autre commune du district. La migration interdistrict est de 5%. Quant à la migration inter-province, elle constitue 14 % des migrations. (Instat, 2013)

⁴ Dans son livre de 1980 sur le socialisme tanzanien, G. Hyden montre que la paysannerie n'était alors pas « capturée » par l'économie de marché capitaliste et par l'Etat et qu'elle gardait son choix d'évasion (*exit option*) en se retirant dans une économie de subsistance.

une certaine organisation à distance de l'Etat¹. Enfin, si l'organisation de l'Etat autour d'un parti dominant a pu, sous les première et deuxième républiques, assurer une forme d'intégration, celle-ci s'est aussi progressivement érodée avec le temps. Il résulte de tout cela que la légitimité que les ruraux accordent a priori au détenteur du *fanjakana* ne se traduit souvent que par un soutien de façade (Fauroux, 1999 ; Raison-Jourde et Roy, 2010). À distance du pouvoir central, les ruraux se montrent en fait peu concernés par les affaires publiques². Les ruraux sont aussi peu capturés par le système économique car la monétarisation des campagnes reste également faible. L'intégration économique aux marchés des zones rurales est limitée. Le revenu moyen d'activité en zone rurale s'élevait ainsi en 2012 à 34 000 Ariary (Instat, 2014) soit environ 11 euros par mois au taux de change de l'époque. Un tel revenu de moins d'un demi-dollar par actif occupé dans l'agriculture³ indique clairement que la majeure partie de la consommation des ruraux est assurée par leurs propres productions⁴.

La condition commune des ruraux pourrait certes les inciter à se mobiliser solidairement. Deux éléments s'y opposent pourtant. D'une part, leurs aspirations sont contraintes par leur degré de connaissance et d'ouverture sur le monde. Maintenus aux confins du monde⁵, les privations auxquelles ils font face ne se traduisent pas toujours par des insatisfactions et même quand celles-ci s'expriment, les solutions ne leur paraissent pas facilement relever du champ politique (fatalisme). D'autre part, l'éclatement et l'isolement géographique n'est pas propice au développement d'une sociabilité de réseau propre à diffuser une prise de conscience et capable de soutenir ou d'impulser des mobilisations collectives. Sous cet éclairage, les ruraux malgaches ressemblent à la paysannerie parcellaire décrite par Marx dans son étude sur les classes sociales en France entre 1848 et 1851⁶. On pourrait d'ailleurs en tirer aussi la même conséquence politique que celle observée par cet auteur en 1851. Dans l'incapacité à défendre leurs intérêts, les ruraux malgaches ne peuvent se représenter eux-mêmes et doivent donc être représentés. « Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue [...] qui leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps » (Marx, 1869). De

¹ Le *fokonolona* a le pouvoir d'édicter ses propres règles appelées *dina*. « Le *dina* édicte des mesures que la population concernée juge nécessaires à l'harmonisation de la vie sociale et économique [...] dans le cadre d'une structure basée sur l'autogestion populaire de la sécurité [...] et instaure une discipline collective afin de préserver l'ordre et la sécurité publics » (la loi n°2001 – 004 portant réglementation générale des *dina* en matière de sécurité publique). Le non-respect des *dina* entraîne l'application du *vonodina* qui consiste en des réparations, pécuniaires ou en nature, au profit de la victime et du *fokonolona*.

² Les enquêtes *Afrobaromètre* font bien ressortir ce manque d'intérêt pour les affaires publiques. En 2013 par exemple, 60 % des ruraux se sont déclarés peu (29 %) ou pas intéressés (31 %) par les affaires publiques contre 40 % en moyenne dans les 33 pays participant à l'enquête. Seuls les Ivoiriens un taux plus élevé (65 %)

³ Compte tenu du fait que les ménages ruraux ne sont pas constitués que d'actifs occupés, on est très loin du seuil d'extrême pauvreté défini par la Banque mondiale à 1,25 \$ par jour.

⁴ L'abandon de l'impôt du minimum fiscal en 1972 (remplaçant les taxes de capitation et sur le bétail) a aussi, paradoxalement, contribué à cette mise à distance des campagnes en levant une contrainte à l'entrée dans un système marchand. Braudel (1967) a bien montré comment l'Etat avait, par l'instauration de l'impôt, opéré en occident une ouverture « violente » de l'économie paysanne de subsistance.

⁵ Leur isolement est encore accentué par la faiblesse de la couverture télévisuelle. L'enquête *Afrobaromètre* de 2013 établit que 77 % des ruraux n'avaient jamais suivi les informations à la télévision (contre 57 % des ruraux africains en moyenne).

⁶ « Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans » (Marx, 1969).

fait, à Madagascar, ce sont toujours les ruraux qui font l'élection en choisissant celui qui endosse le mieux ces caractéristiques.

IIIC- Tabou de la violence, sentiment d'insécurité et instabilité politique

Le tabou de la violence, et au-delà des conflits, est une explication couramment évoquée pour expliquer la relative tranquillité du peuple malgache. La culture malgache valoriserait par-dessus tout le consensus et la non-violence. Les anthropologues ont maintes fois attiré l'attention sur le *fihavanana*, terme réputé intraduisible tant il inclut de facettes différentes, mais qui constituerait un ethos commun aux Malgaches, idéal d'harmonie et d'entente sociale qui forcerait les hommes à s'autocontrôler et à se retenir d'exprimer un désaccord trop marqué (Ottino, 1998). Lors d'un débat, les orateurs malgaches n'en finissent plus par exemple de se confondre en excuses conjuratoires sur ce qu'ils vont dire. L'importance des interdits (*fady*) et la crainte du blâme des ancêtres (*tsiny*), toujours très présents, viendraient encore renforcer ce contrôle de la violence¹. Cette explication culturaliste n'est cependant pas totalement convaincante. Ces modes de régulation des comportements par la socialisation et la sorcellerie ont en effet été décrits de façon identique dans bien d'autres sociétés, notamment africaines (voir Marie, 1997a et 1997b), lesquelles ont pu cependant parfois se révéler particulièrement violentes. Par ailleurs, la violence « anti-sociale » des *Dahalo* dans les campagnes du Sud, sinon contredit cette analyse, du moins la nuance fortement.

Les rapports entre culture et politique sont en réalité bien moins mécaniques et unidirectionnels que ce qui est couramment évoqué lorsqu'il est fait référence, dans le champ politique, au *fihavanana*. Les travaux historiographiques récents (Raison-Jourde et Randrianja, 2002 ; Galibert, 2004, Kneitz, 2014) ont en effet bien montré que sa « migration », à partir de l'indépendance, d'un code traditionnel des relations sociales à l'intérieur du voisinage et de la parenté à un contrat de citoyenneté, relevait moins d'une réalité première que d'un lien « imaginaire » propre à permettre la constitution d'une nation malgache. Théorisé comme tel dès les années 1970 par P. Ramasindraibe (Rajoanah, 2014), le *fihavanana* est depuis régulièrement exalté par le discours politique (il a d'ailleurs été inscrit depuis 1992 dans le préambule de la Constitution de la troisième République comme valeur essentielle de la société malgache²) et diffusé via les médias et les programmes scolaires. Ces références répétées au *fihavanana* comme « contrat de citoyenneté » entretiennent la fiction d'une société où prévaudrait l'égalité des conditions et pèsent ainsi sur les comportements et représentations politiques des individus.

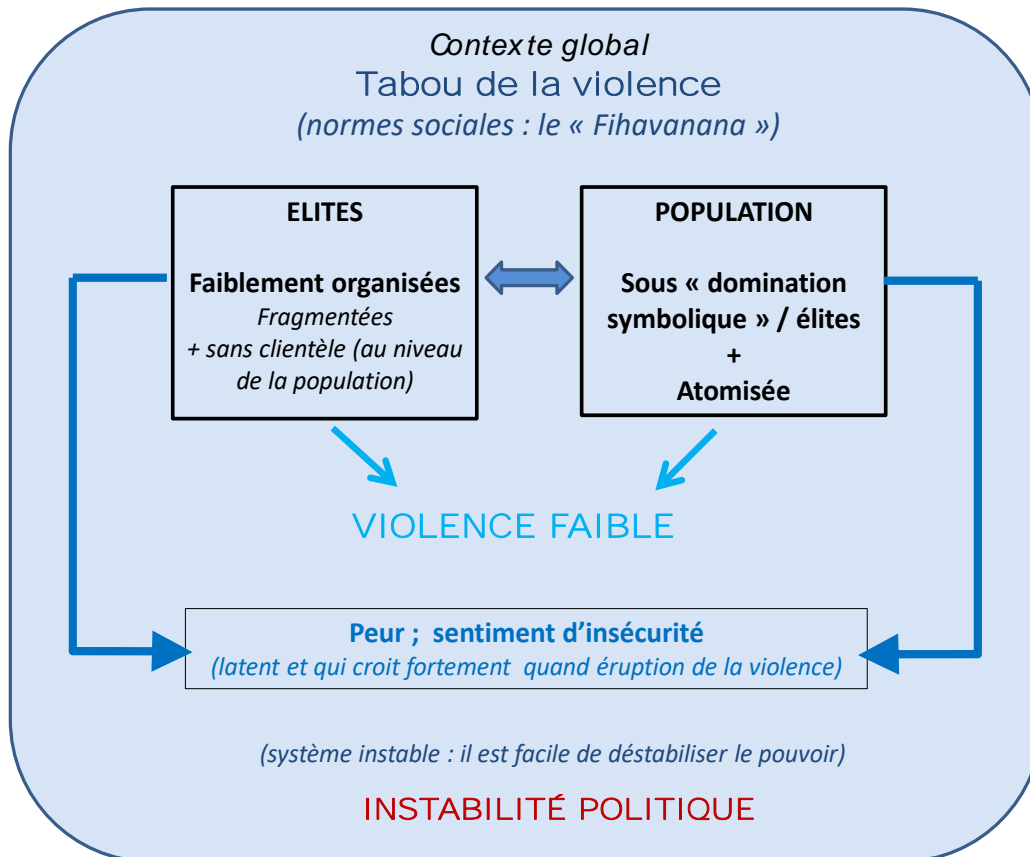
L'observation de la société malgache fait apparaître pourtant aisément que ce contrat de citoyenneté est pour le moins très imparfaitement réalisé. La portée, la spécificité ou l'ancrage dans le temps de cette norme de la « bonne entente » sont discutés par de nombreux auteurs. Même si des faits viennent le contredire, il n'en demeure pas moins que le *fihavanana* est mis en avant comme un idéal pour éviter les conflits dans la société malgache (Kneitz, 2014). Toutefois, la norme véhiculée par cette notion ne joue pas uniquement dans le sens positif. En condamnant tout acte remettant en cause

¹ Dans un texte de 1981, J. Dez insistait sur l'« illusion » de cette non-violence dans la société malgache. Dans les campagnes, ce serait en fait le risque d'éveiller la jalousie d'autrui (*fialonana*) et d'être, en réaction, victime bien réelle de sorcellerie (*mosavy*) utilisant du poison mortel, qui constituerait l'élément régulateur principal de violence, ce qui, du coup, se marquerait chez les Malgaches plus par un sentiment d'insécurité que de culpabilité.

² « Le peuple malgache souverain [est] profondément attaché à ses valeurs culturelles et spirituelles, notamment au *fihavanana*, garant de l'unité nationale ».

l'harmonie de la société, elle est à l'origine d'une violence structurelle et invisible qui réprime toute forme d'opposition à l'ordre établi. Ainsi, les références répétées au *fihavanana* entretiennent la fiction d'une société où prévaudrait l'égalité des conditions et pèsent sur les comportements et représentations politiques des individus. Elles se traduisent ainsi par une forme de consentement des faibles à leur soumission (Raison-Jourde, 2014).

Tabou de la violence, insécurité et instabilité



Source : élaboration des auteurs.

Ce poids des normes sociales vient s'ajouter à la structure de la société malgache pour expliquer le contrôle de la violence. Comme nous l'avons vu plus haut, le mode d'organisation, aussi bien des élites que de la population, limite leurs possibilités de recours à la violence. Mais leur structuration les rend aussi vulnérables. D'un côté, les membres des élites, faiblement organisés et sans assise populaire, ne sont pas assurés de la pérennité de leur position en haut de la hiérarchie. Ils vivent dans l'appréhension d'un bouleversement de cet ordre social. De l'autre, la population est atomisée, économiquement démunie et se sent abandonnée des pouvoirs publics. Ce contexte de peur et de désarroi est amplifié par l'aversion pour la violence. En effet, suivant un mécanisme auto-entretenu, la faiblesse de la violence empêche de s'y accoutumer et donc accroît la peur d'y être confrontée. Ce climat explique les fortes réactions face à des manifestations de violences qui restent en réalité encore relativement circonscrites. Les Malgaches considèrent que le niveau d'insécurité est extrêmement et anormalement élevé alors que, comme on l'a vu, les expériences effectives d'agressions et de vol sont limitées.

Ainsi, la population subit une violence structurelle (symbolique) entretenue par une aversion à la violence physique, avec comme conséquence une dégradation continue de ses conditions de vie. Les

élites se sentent menacées par les possibles révoltes que peut provoquer le déséquilibre grandissant créé par le système hiérarchique et inégalitaire en place. Mais la contrepartie apparemment paradoxale de ce système bloqué est une instabilité politique chronique. Les régimes successifs sont d'autant plus faciles à déstabiliser que la classe dirigeante est faiblement organisée et qu'elle ne peut recourir à la force pour se maintenir. Cet état de fait explique le hiatus entre la position de la classe élitaires et celle de la grande majorité sur les priorités de développement pour Madagascar. Interrogée sur ce point, la population place la lutte contre la pauvreté en tête de l'agenda politique, tandis que pour les élites, le « maintien de l'ordre » prime avant toute chose (Razafindrakoto *et alii*, 2015). Pour ces dernières, leur souhait traduit autant le besoin de sécurité que le souci de préserver l'ordre établi.

Conclusion

Si le degré limité de violence physique peut être la marque d'une forme de cohésion sociale, il découle aussi de la structuration de la société malgache. La faible organisation, tant du côté d'élites fragmentées que d'une population atomisée géographiquement et socialement, n'est pas propice à l'émergence de violences politiques. Mais c'est surtout la prégnance d'une violence symbolique qui permet le maintien de l'ordre établi et freine l'émergence de mobilisations susceptibles de remettre en cause l'équilibre de la société. Cette violence symbolique s'exerce à travers les distinctions de valeurs entre les individus, le rôle statutaire et la bienveillance supposée des dirigeants (assimilés à des *raiamandreny*). Faiblesse organisationnelle, normes sociales et violence symbolique se conjuguent pour une apparente paix sociale. Celle-ci reflète moins une solidité institutionnelle que la domination symbolique de la classe élitaires. Les violences physiques qui apparaissent parfois dans le sillage des crises politiques sont le plus souvent des éruptions libérant des frustrations sans qu'elles arrivent à s'exprimer clairement en termes politiques.

La population, dominée et démunie dans sa grande majorité, commence toutefois à prendre conscience de la violence symbolique qui l'amenait jusqu'ici à accepter les inégalités inhérentes au système. Des transformations sont à l'œuvre. Ni la culture, ni le système socio-politique malgache ne restent figés dans le temps, la société cherchant un équilibre entre d'un côté, le respect des autorités traditionnelles (et de l'ordre établi) et de l'autre, l'instauration d'un État moderne qui valorise de façon plus égalitaire les individus et la démocratie. Bien qu'encore d'ampleur modeste, le recours à la violence, sociale ou politique, connaît une extension certaine au fil du temps¹. C'est ce délitement du système politique qui pourrait expliquer la fréquence de plus en plus grande des crises socio-politiques. Le climat d'incertitude qui en résulte, se nourrit d'une contradiction entre une aversion pour la violence et l'accumulation de frustrations socio-économiques longtemps contenues. Cela pourrait alors expliquer la forte montée du sentiment d'insécurité chez les Malgaches.

¹ Les événements survenus à Morondava en novembre et décembre 2014 nous semblent emblématiques de cette transgression. Un conflit social à la Sucoma s'est d'abord traduit par des affrontements violents entre les personnels malgaches et les gérants chinois de l'usine. Suite à l'arrestation par la gendarmerie de deux meneurs du mouvement, les employés de l'usine ont alors attaqué la caserne pour obtenir la libération des détenus. La dispersion des manifestants par les gendarmes à coup de gaz lacrymogène et de tirs à balles réelles ayant entraîné le décès de deux manifestants, un nouvel accès de violence a conduit le lendemain à la destruction d'une partie de l'usine.

Références

- AFP, 2002, « L'indépendance des provinces à Madagascar: une menace symbolique », dépêche, 2 mai.
- ALEXANDRE Christian, 2007, *Violences malgaches*, Antananarivo, Foi et justice, 193 p.
- ALTHABE Gérard, 1978, « Strikes, Urban Mass Action and Political Change : Tananarive 1972 », in P.C.W. GUTKIND, R. COHEN and J. COPANS (ed.), *African Labor History*, Sage Publications, Londres, pp. 205-243.
- BAFD, OCDE, PNUD, 2016, *Perspectives économiques en Afrique 2016*, Paris, Éditions OCDE, 380 p.
- BANQUE MONDIALE, 2011, *World Development Report 2011: Conflict, Security and Development*, Washington DC, The World Bank, 384 p.
- BAYART Jean-François, 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.
- BEAUJARD Philippe, 1991, *Mythe et société à Madagascar*, L'Harmattan, Paris. 611p.
- BIAUSSAT Alban, TABET Michel, 2016, *Zana-Bahoaka. Le néo rebelle malgasy*, Film, 26', <http://collateralcreations.com/Perceptions-populaires-de->
- BLOCH Marc, 1983, « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar » in Raison-Jourde (dir.) (1983), p.265-298.
- BLUM Françoise, 2011, « Madagascar 1972 : l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération », *Le Mouvement Social*, n°236, p. 61-87.
- BOETSCH Gille, SAVARESE Éric (2000), « Photographies anthropologiques et politique des races », *Journal des anthropologues*, n°80-81, p. 247-258
- BOSSUROY Thomas, COGNEAU Denis, 2013, « Social Mobility in Five African Countries », *Review of Income and Wealth*, No.59, pp.84-110.
- BOURDIEU Pierre, 1989, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 568 p.
- BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, 1970, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les éditions de Minuit, 284 p.
- BRAUDEL Fernand, 1967, *Civilisation matérielle, économie, capitalisme (XVe- XVIIIe siècle)*, tome 1, Armand Colin, Paris.
- CADOUX Charles, 1990, « Madagascar (1960-1990). Constitutions et idéologies », *Conférence à la Sorbonne*, 10 mai
- CAMPBELL Glynn, 1991, « The Menalamba Revolt and the Brigandry in Imperial Madagascar 1820-1897 », *International Journal of African Historical Studies*, 24 (2), 1991, pp. 259-291.
- CARAYOL Rémi, 2010, « TGV, la voie royale ? », *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/193330/politique/tgv-la-voie-royale/>; consulté le 10/02/2017
- CELTON M., 2007, « Les affrontements entre Malgaches et Comoriens en 1976 à Majunga : événement isolé ou échec de l'intégration d'une minorité ethnique immigrée ? », *Etudes de l'Océan Indien*, n° 38/39.
- COLLIER Paul, 2007, *The Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 205 p.
- CONDOMINAS Georges, 1991, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina (1961)*, Paris, Éditions Orstom, 264 p.

- DEZ Jacques, 1981, « L'illusion de la non-violence dans la société malgache », *Droit et Cultures*, 2, p. 21-44.
- ELLIS Stephen, 1998, *L'insurrection des Menalamba, une révolte à Madagascar (1895-1898)*, Paris Karthala, 282 p.
- FAUROUX Emmanuel, 1999, « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, No. 10, pp. 41-57.
- FREMIGACCI Jean, 1999, « Bilan provisoire de l'insurrection de 1947. Nécessité de nouvelles recherches », in Arzalier F., Suret-Canale J. (éd.), *Madagascar 1947. La tragédie oubliée*, Paris, Le temps des Cerises, p.177-189
- FREMIGACCI Jean, 2007, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », *l'Histoire*, n°318
- GALIBERT Didier, 2004, « Etat et citoyenneté à Madagascar depuis l'indépendance », Conférence du 17 février 2004 au centre culturel Alpha à Saint-Pierre de La Réunion.
- GALIBERT Didier, 2009, « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, No. 113, pp. 139-151.
- GALIBERT Didier, 2011, *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*, Karthala-Cresoi/Université de la réunion, 591 p.
- GEM SIM, GEFP, FIVMPAMA, CTM, EFOI, APB, CCI France, AMIC, GAPCM, CFOIM, GOTICOM, GEVM, GFEM, GOTO, JPM, GPCAD, GTM, SEBTP, FIOVA, GEPAM, GENOM, GEPAT, GOANA, GES, 2018, *Halte à l'insécurité généralisée ! Halte à l'industrie du kidnapping !*, Communiqué des groupements du secteur privé, 19 janvier, Antananarivo.
- GURR Ted, 1970, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
- HOBBSAWM Eric, 1966, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* [1959], Paris, éditions Fayard, 222 p.
- HYDEN Göran, 1980, *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 270 p.
- INSTAT ET DIAL, 2016, *L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité à Madagascar en 2015-2016. Rapport d'analyse du Module GPS-SHaSA*, Antananarivo, 87 p.
- INSTAT, 2013, *Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. ENEMPSI 2012*, Antananarivo, 87 p.
- INSTITUTE FOR ECONOMICS AND PEACE, 2017, *Global Peace Index 2017. Measuring Peace in a complex World*, Australia: Sydney, 140 p.
- KNEITZ Peter, 2014, « La paix du Fihavanana », in Kneitz P. (dir.), *Fihavanana-La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle and der saale, p. 15-72.
- LAGRANGE Hugues, 1984, « Perception de la violence et sentiment d'insécurité », *Déviance et société*, vol.8, n°4, p.321-344.
- LAHINIRIKO Denis Alexandre, 2018, « Passé politique ancien et résurgences contemporaines : le cas de l'insurrection de 1947-1948 à Madagascar », chapitre 13 dans cet ouvrage.
- LAVRAD-MEYER Cécile, 2015, *Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*, Karthala, Paris, 634 p.
- MARIE Alain, 1997a, « Du sujet communautaire au sujet individuel, une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine » in Marie A. (dir.), *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris, pp. 54-110.
- MARIE Alain, 1997b, « Avatars de la dette communautaire », in Marie A. (dir.), *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris, pp.249-328.

- MARX Karl, 1969, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852)*, Paris, Editions Sociales, 162 p.
- MÉDARD Jean-François, 1992, « Le 'big man' en Afrique. Esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *L'année sociologique*, n° 42, p. 167-192.
- NORTH Douglas, WALLIS John, WEBB Stephen, WEINGAST Barry (éds) (2012), *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*, Cambridge University Press, Cambridge et New York, 365p.
- NORTH Douglass, WALLIS John, WEINGAST Barry, 2009, *Violence and Social Order*, Cambridge University Press, Cambridge, 327 p.
- OTTINO Paul, 1998, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Éditions de l'Orstom Karthala, 685p.
- PELLERIN Mathieu, 2014, « Madagascar : gérer l'héritage de la transition », *Note de l'Ifri*, 28 p.
- PELLERIN Mathieu, 2017, « Madagascar face à la criminalité multiforme », *Note de l'Ifri*, mars, 26 p.
- PNUD, 2008, *Rapport mondial sur le développement humain. Lutter contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Paris, Éditions La Découverte, 382 p.
- RABENIRAINY Jaona, 2002, « Les forces armées et les crises politiques (1972-2002) », *Politique africaine*, No. 86, pp. 86-102
- RAISON Jean-Pierre, 2002, « Économie politique et géopolitique des barrages routiers », *Politique africaine*, n°86, p. 120-137.
- RAISON-JOURDE Françoise, 1972, « Les ZWAM : qui sont-ils, que veulent-ils ? », *Réalités malgaches*, n°22, 1972, p.26-28.
- RAISON-JOURDE Françoise, 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXème siècle : invention d'une identité chrétienne et construction de l'État (1780-1880)*, Paris, Karthala, 840 p.
- RAISON-JOURDE Françoise, 2014, « Avant-propos », in Kneitz P. (dir.), *Fihavanana-La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle and der saale, p.7-14.
- RAISON-JOURDE Françoise, RANDRIANJA Solofo (dir.), 2002, *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Karthala, Paris, 448p.
- RAISON-JOURDE Françoise, ROY Gérard, 2010, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Paris, Karthala, 490 p.
- RAJAONAH Faranirina, 2014, « Indépendances et identité : Le Fihavanana comme ressource pour les Malgaches au XXème siècle, d'après Paul Ramasindraibe », in Kneitz P. (dir.), *Fihavanana-La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle and der saale, p. 74-100
- RAKOTONDRABE Daniela Tovonirina, 1993, « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste », *Politique Africaine*, n°52, p.50-57
- RALAIMIHOATRA E., 1965, *Histoire de Madagascar. Des origines à la fin du XIXème siècle*, Tananarive, 221 p.
- RALAIMIHOATRA E., 1966, *Histoire de Madagascar. Le XXème siècle*, Société malgache d'édition, Tananarive, 106 p.
- RALIBERA R., 2007, *Souvenirs & témoignages malgaches. De la colonisation à la IIIème république*, Antananarivo, Foi et Justice, 217 p.
- RAMAMONJISOA J., 2005, « Althabe et Madagascar. La réflexion sur le pouvoir », *Journal des anthropologues*, n°102-103, p.97-135

- RAMAMONJISOA Jeannine, 1984, « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques », *Cahiers des Sciences Sociales*, filière sociologie, Université de Madagascar, No. 1, pp. 39-45
- RAMASY Juvence, 2010, « Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratique ? », *Identity, Culture and Politics*, vol. 11, No. 2, 2010, pp. 1-42.
- RANDRIAMARO Jean-Roland, 2009, « Aux origines des Zwam : les jeunes des bas quartiers de Tananarive de l'entre-deux-guerres jusqu'à 1972 », in Nativel D., Rajaonah F. (dir.), *Madagascar revisitée*, Karthala, Paris.
- RANDRIANJA Solofo, 2005, « Ravalomanana, 2002-2005. Des produits laitiers aux affaires nationales », Working Paper Swisspeace, Bern, mars.
- RANDRIANJA Solofo, 2012, « Le coup d'Etat de mars 2009, chronologie et causes », in Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, Paris, pp. 13-41.
- RANDRIANJA Solofo, ELLIS Stephen, 2009, *Madagascar. A short History*, University of Chicago press, Chicago, 316 p.
- RAVELOSOA Rachel, ROUBAUD François, 1998, « Dynamique de la consommation des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur longue période : 1960-1995 », *Autrepart*, No. 7, pp. 63-87.
- RAZAFIMBELO Célestin, 2004, « Histoire de Madagascar: L'indépendance », *Didaktika, revue de didactique*, volume 2, 2ème semestre, pp. 63-73.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, 1996, « Dynamique du secteur industriel moderne sur longue période : 1966-1994 ou comment se perdre en une décennie ? », *Document de travail Madio*, No. 9613/E.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, 2002, « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 : les enjeux d'une élection contestée », in Madagascar, les urnes et la rue, *Politique africaine* No. 86, pp. 18-45.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, 2015, « Les modules *Gouvernance, Paix et Sécurité* dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (*GPS-SHaSA*) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco*, n° 109, p.122-158.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2014, « Élités, pouvoir et régulation à Madagascar. Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique », *Afrique contemporaine*, n° 251, p.25-50.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2015, « Madagascar. L'île mystérieuse », *Canadian Journal of Development Studies*, volume 36, n°3, p.397-415.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2017, *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, IRD Editions et AFD, Marseille et Paris, 282 p.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, (éds.), 2018, *Madagascar d'une crise à l'autre : ruptures et continuité*, Karthala/ IRD, Paris et Marseille (à paraître).
- RAZAFINDRALAMBO Lolona, 2005b, « Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar », *Cahiers d'Etudes africaines*, XLV (3-4), pp.879-903
- RAZAFINDRALAMBO Lolona., 2005a, « Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina », *Taloha*, numéro 14-15 ;
- RFI, 2017, *Madagascar : 30% du budget alloué à la lutte contre l'insécurité en 2018*, [<http://www.rfi.fr/afrique/20171229-madagascar-budget-insecurite-lutte-30-2018-premier-ministre-dahalo-zone-rurale>], 29 décembre.

- ROCA Albert, 2013, « Bienheureux les doux. Tradition et violence politique à Madagascar », in Ferran INIESTA (éd.), *Tradition et démocratie en Afrique. La frontière ambiguë*, Paris, l'Harmattan, p.223-279.
- SANCHEZ S., 2013, « Un mouvement antiabolitionniste et anticolonial : La révolte sakalava de 1849 dans le Nord-Ouest de Madagascar », in Ballarin M.-P., Derat M.-L., Médard H., Vernet T. (dir.), *Traite et esclavage en Afrique Orientale et dans l'Océan Indien*, Paris, Karthala, 2013, p.413-439
- SPACENSKY Alain, 1967, « Regard sur l'évolution politique malgache 1945-1966 », *Revue française de science politique*, No.2, pp. 263-285
- UNODC, 2014, *Global Study on Homicide 2013: Trends, Contexts, Data*, UNODC, Vienne, 166 p.
- VÉRIN P. (1990), *Madagascar*, Karthala, Paris, 256 p.
- VIVIER Jean-Loup, 2010, *Madagascar, une île à la dérive. Les années 2007-2010, de Ravalomanana à Rajoelina*, l'Harmattan, Paris, 189p.
- WHO, 2014, *Global Health Estimates Summary Tables: Deaths by Cause, Age and Sex, 2000-2012*, OMS, Genève.
- WIEVIORKA Michel, 1998, « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures & Conflits*, n°29-30, p. 1-9.

Annexe 1 : Cérémonie pour la promulgation de la IVème république

Défilé du 11 décembre 2011



Source : <http://hdvtana2010.over-blog.net/photo-1779214>



Source : <http://jentilisa.blaogy.com/post/122/7581>

Annexe 2 : Liste des membres fondateurs des *Raiamandreny Mijoro*



RAIAMANDRENY MIJORO
ANTANANARIVO

Liste des membres fondateurs (37) (par ordre alphabétique)

N°	NOM et PRENOMS
01	AMADY Augustin
02	ANDRIAMANJATO Richard
03	ANDRIANKAJA Lalao Naivozandriny
04	BOINA OUSTAZ Idi Madi M'Ze
05	FERDIN John André
06	ISSOUF François
07	KAMAMY Magloire
08	MARA Jean René Mamorisoa
09	RABENANDRIANINA RAINIMANATSIMIRAÏKA Louis Bénédictin Salomon
10	RABESAHALA Gisèle
11	RAFRANSOA Victory Maxime
12	RAHERISOANJATO Daniel
13	RAKOTO Ignace
14	RAKOTOMANANA Honoré
15	RAKOTONDRAÏSOA Daniel
16	RAKOTONDRAVELO Jean Victorien
17	RAKOTOSON Jobily
18	RAMAHOLIMIHASO née RAMANANDRAÏBE Razafindrahanta Madeleine
19	RAMINO Paul Abraham
20	RANDRIANJANAKA Georges
21	RAOBELISON Aimé Arsène
22	RASOLONDRAÏBE Péri
23	RATONGAVAO Charles Raymond
24	RATSARA Laurent
25	RATSIMBAZAFY Henri Aimé
26	RAVAO Céline
27	RAVELOMANANA Ernest
28	RAZAFIMBELO Andriamanana Gaston
29	RAZAFINDRAINIBE Parson
30	RAZAFITOMBO Léon Evariste
31	RAZANATOVO Emile Justin
32	SAJY Pierre
33	SOUDJAY Bachir Adehame
34	TILAHY Robert
35	TOTOBESOLA Jean Pierre
36	TSILANIZARA Paul André
37	ZAFITSIARENDRIKA Olaf